

## **OUVRONS LES FRONTIÈRES!**



### **MIGRANT·E·S**

### **RÉFUGIÉ·E·S**

# **BIENVENUE**

**Dossier**



### **LA COUPE DU MONDE DE LA HONTE**

Pages 6 et 7

**ÉDITO**

**Stop aux agressions contre les Kurdes!**

Page 2

**PREMIER PLAN**

**Réforme des retraites. Nous ne voulons ni travailler plus longtemps ni nous serrer la ceinture!**

Page 2

**ACTU INTERNATIONALE**

**Royaume-Uni. Extension des mouvements de grèves au Royaume-Uni**

Page 5

**LIBRE EXPRESSION**

**Entretien avec Andreas Malm, auteur et militant écosocialiste**

Page 12

**JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANT·E·S**

**CONTRE DARMANIN ET SON MONDE**

**MANIFESTONS LE 18 DÉCEMBRE**



Par MIREILLE COURT

## Stop aux agressions contre les Kurdes!

Le président turc Erdogan l'avait annoncé depuis longtemps: l'attaque contre l'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES) était imminente. Empêtré dans une crise économique entraînant une inflation officielle à plus de 85 %, un taux de chômage qui ne cesse d'augmenter et une livre turque qui a perdu la moitié de sa valeur en 2021, les élections de juin 2023 étaient loin d'être gagnées pour Erdogan, son parti l'AKP, et son allié d'extrême droite le MHP. Il a donc choisi de jouer sur la fibre nationaliste en attaquant le Kurdistan d'Irak, où il a essuyé de sérieux revers, malgré l'utilisation massive d'armes chimiques interdites par les conventions internationales, et maintenant le Rojava. L'attentat d'Istanbul du 13 novembre lui fournit le prétexte pour lancer cette opération, bien que le PKK et le PYD, principal parti de l'AANES, aient immédiatement nié toute implication dans cet événement. Jusqu'ici la coalition internationale, et principalement les USA, avait réussi à retenir le déclenchement de l'opération turque. En vertu du « droit aux représailles », le feu vert a finalement été donné, ce qui autorise à poser la question: à qui profite le crime? L'aviation turque a bombardé la ville de Kobané, symbole de la défaite de Daesh, et de nombreuses localités le long de la frontière, visant des écoles, des hôpitaux, des silos à grain et entraînant des dizaines de victimes civiles. Dans le même temps le régime iranien se déchaîne contre la région kurde d'Iran révoltée, tuant des dizaines de manifestants et bombardant même les camps du PDK-I en Irak. L'heure est à la mobilisation pour faire entendre ces messages: Empêchons le régime d'extrême droite d'Erdogan d'écraser la région autonome du Rojava! Empêchons le régime des Mollahs d'écraser la révolte populaire au Kurdistan d'Iran, et dans tout le pays! Stop aux agressions contre les Kurdes!

# À la Une

## MIGRANT·E·S Non à la chasse aux étrangers menée par Darmanin, pour un accueil digne des réfugiés

La loi que Darmanin prépare pour le début de l'année 2023 est sous le signe des expulsions en masse des réfugiés qui ont reçu une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Reprenant la propagande du RN, il fait passer les réfugiés pour des délinquants, utilisant de façon ignoble le meurtre de la jeune Lola. Il prévoit dans sa loi d'instaurer un fichier des personnes recherchées (FPR) visant à les criminaliser.

Avant même que cette loi soit adoptée, Darmanin vient d'envoyer une directive aux préfets les enjoignant à délivrer des OQTF de façon « systématique ». Il annonce d'imminentes réformes pour que les préfets puissent prendre des OQTF dès l'expiration d'un titre de séjour et des mesures d'éloignement expéditives, alors même que la France est déjà l'un des pays européens les plus actifs en la matière. En 2021, près de 122 000 OQTF ont été prononcées par les préfetures.

### Les réfugiés de l'Ocean Viking à peine débarqués, privés de liberté

Le gouvernement, après avoir tout fait pour refuser l'accostage de l'Ocean Viking, a été contraint d'accepter. La plainte déposée contre le gouvernement français l'accusant de n'avoir rien fait pour le sauvetage de 27 exilés dans la Manche en novembre 2021 (les secours français ayant attendu leur entrée dans les eaux anglaises sans envoyer de moyens de sauvetage) n'y est peut-être pas pour rien. L'État a accueilli l'Ocean Viking à reculons en organisant tout sauf un accueil. Guidé par sa volonté de répondre à l'extrême droite qui l'accuse de « complaisance », le ministre de l'Intérieur a en réalité organisé un cadre répressif pour cet accueil. Leur débarquement s'est fait sous escorte militaire, à l'abri des regards des élus, des ONG et des journalistes, dans le port



PHOTO THÈQUE ROUGE/TN

militaire de Toulon. Ils ont aussitôt été placés dans une « zone d'attente » créée pour l'occasion dans un ancien « village de vacances » de la presqu'île de Giens transformé en lieu d'enfermement. Habilitée à intervenir en zone d'attente, l'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé) qui a pu se rendre sur place, estime dans un communiqué du 15 novembre que les rescapés de l'Ocean Viking ont été « victimes de violation de leurs droits fondamentaux » dans cette zone d'attente. Placés sous la garde de 200 policiers et gendarmes, les 234 rescapés ont été soumis, sans attendre d'être remis des épreuves physiques et psychologiques de la traversée, à un examen de leur situation administrative. La procédure était expéditive: 48 heures

pour fournir aux agents de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) les documents nécessaires à la demande d'asile. L'urgence dans ces conditions où les naufragés ne sont pas en état de fournir les preuves nécessaires est synonyme d'arbitraire, mais le respect de la légalité n'est pas la priorité du ministre de l'Intérieur. Son empressement à annoncer, avant même la fin de la procédure, qu'une partie des rescapés seront expulsés, en est la preuve.

### Pour le respect des droits humains et démocratiques

Darmanin annonçait la semaine dernière vouloir expulser 44 réfugiés! La moitié des mineurs isolés ont préféré fuir plutôt que subir les diktats de l'administration et de la police françaises. Darmanin voulait

« relocaliser » (terme affreux) les autres. Mais sur les 189 restant 123 ont été remis en liberté par décision de justice. De nombreux obstacles les attendent encore et l'État français va tout faire pour les empêcher de rester. Pourtant Darmanin qui voudrait transformer le territoire français en zone de non-droit n'a pas réussi complètement à manœuvrer comme il l'aurait voulu.

Non seulement le sort des réfugiés est en jeu mais aussi le respect des droits humains, des droits démocratiques fondamentaux pour toutes et tous que le gouvernement et l'extrême droite voudraient remettre en cause.

Contre Darmanin et son monde, manifestons partout dans le pays le 18 décembre prochain pour la journée internationale des migrants. **Commission nationale immigration et antiracisme**



## BIEN DIT

On va contraindre par la menace des personnes à accepter des emplois précaires [...]. Elles sortiront des chiffres du chômage et le gouvernement pourra plastronner, mais elles ne sortiront toujours pas de la précarité ni de la pauvreté.

PIERRE-ÉDOUARD MAGNAN, président national du Mouvement des chômeurs et précaires, sur France Bleu Normandie, le 22 novembre 2022.

À SUIVRE SUR  
lanticapitaliste.org  
nouveau part anticapitaliste.org

## RÉFORME DES RETRAITES Nous ne voulons ni travailler plus longtemps ni nous serrer la ceinture

Macron et son gouvernement veulent à tout prix que la réforme des retraites « entre en vigueur à l'été 2023 ». Ils prétendent qu'il faudrait « travailler un peu plus longtemps » dans le privé et dans le secteur public sous le prétexte fallacieux de garantir la pérennité de notre système par répartition.

Le gouvernement craint les mobilisations, c'est clair: « Il ne s'agit pas de reculer brutalement d'un an, de deux ans ou de trois ans, l'âge de départ à la retraite mais de le décaler de quelques mois chaque année », a précisé la Première ministre Élisabeth Borne.

### Au boulot jusqu'à 65 ans

Le gouvernement veut une réforme dure en utilisant des méthodes estimées plus douces: il envisage de

relever progressivement l'âge de départ de 4 mois par an afin d'atteindre en 2031 un âge légal de départ à 65 ans, au lieu de 62 ans actuellement. Macron s'est seulement déclaré « ouvert » à un report de l'âge légal de départ à 64 ans au lieu de 65 ans, ce qui n'est pas un engagement. Quelques exceptions sont envisagées. Les personnes qui bénéficient actuellement d'un départ anticipé à 60 ans pourraient partir à 62 ans. Le droit de partir à 55 ans pour les personnes en situation de

handicap serait maintenu. Le gouvernement veut supprimer les régimes spéciaux pour les nouveaux embauchés et n'envisage pas, bien sûr, de maintenir les acquis sociaux pour ceux-ci. Très peu de salariéEs seront épargnés par cette réforme. Seuls les régimes des marins, des danseurs de l'Opéra de Paris et de la Comédie-Française seront maintenus parce que leurs métiers « usent les corps », a déclaré Dussopt le ministre du Travail chargé des « concertations ». Tous les

travailleurs qui ont exercé des métiers pénibles devraient partir plus tôt à la retraite, mais le gouvernement botte en touche en demandant que « les branches professionnelles identifient les métiers, tâches ou situations de travail susceptibles d'être exposées »

### À la retraite, des pensions souvent misérables

La pension minimum est depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022 de 953,45 euros pour une personne vivant seule qui a



# Un monde à changer

**PLUS DE MOYENS POUR LA POLICE POUR TOUJOURS PLUS DE RÉPRESSION ET D'INJUSTICE: DARMANIN A ENCORE FRAPPÉ.**

La loi d'orientation et de programmation du ministère de l'Intérieur (Lopmi) examinée depuis le 14 novembre à l'Assemblée nationale promet 15 milliards d'euros supplémentaires sur cinq ans pour les policiers et les gendarmes. Un tel montant a suscité peu d'opposition lors de la première lecture au Sénat, le 18 octobre dernier : 303 voix pour, 27 contre. Les sénateurs socialistes avaient voté en faveur de la loi. «*La demande de sécurité exprimée par nos concitoyens (...) nous a convaincus de voter en faveur de ce texte et des moyens supplémentaires qu'il alloue à nos forces de*

*l'ordre*», expliquait alors le socialiste Jérôme Durain (Saône-et-Loire). Et, à l'Assemblée nationale, les députés socialistes vont s'abstenir, laissant seuls les députés de la Nupes voter contre une loi budgétaire inique et autoritaire qui augmente considérablement les moyens de la police. En effet, non content de ce budget pharaonique qui devrait lui attacher les syndicats de policiers, Darmanin prévoit dans cette loi de généraliser des amendes forfaitaires délictuelles (AFD) qui permettent de sanctionner des délits passibles d'une peine pouvant aller jusqu'à un an de prison... sans procédure judiciaire. Il peut donc s'agir de délits «mineurs» comme des graffitis sur la voie publique ou la

participation sans arme à un attroupement après sommation de se disperser ou l'outrage à agent. Une atteinte supplémentaire aux libertés fondamentales dénoncée par la commission nationale consultative des droits de l'Homme (CNCDH) elle-même ! Des équipements «augmentés» pour la police sont également prévus, ainsi que la création de 200 brigades de gendarmerie, 11 unités supplémentaires de forces mobiles et l'accroissement des capacités d'enquête en matière numérique. Prétendant tenir compte de la crise climatique et des mégafeux, Darmanin augmente le budget de la sécurité civile de 40%. Il représente 5,4% des 15 milliards soumis au vote. Un montant global qui serait plus utile aux services publics de la santé, de l'éducation, au logement et à l'accueil digne des réfugiés d'où qu'ils et elles viennent.

## UKRAINE Kherson libérée, mais les bombes de Poutine pleuvent plus que jamais

Vendredi 11 novembre, les troupes ukrainiennes libéraient Kherson, la seule capitale régionale prise par l'armée de Poutine depuis le déclenchement de son invasion de l'Ukraine il y a neuf mois. Deux jours plus tôt, l'état-major russe avait annoncé son retrait de cette ville et de tous les territoires conquis sur la rive droite du Dniepr depuis le 24 février dernier.

L'état-major avait ainsi entériné un revers majeur pour Poutine, avec l'impossibilité pour ses troupes dont les voies d'approvisionnement étaient coupées, d'éviter une débâcle à court ou moyen terme dans cette région. Pourtant, le 30 septembre, Poutine avait proclamé l'annexion à la Russie des oblasts (régions administratives) de Kherson comme ceux de Zaporijjia, Donetsk et Louhansk, précisant que les habitants de ces régions «deviennent nos citoyens pour toujours».

### Crimes de guerre à grande échelle

L'accueil populaire des troupes et autorités ukrainiennes à Kherson et dans les zones libérées ces derniers jours souligne le caractère fantôme des résultats des «référendums» organisés en septembre par l'occupant pour couvrir ses annexions. Cependant, le soulagement de cette libération ne peut faire oublier les exactions qui y ont été commises par les troupes russes contre les habitants, accompagnées du pillage des biens de consommation et de la destruction systématique des infrastructures et des réseaux d'approvisionnement en eau et

énergie, que ne peuvent que très insuffisamment pallier les autorités et la société civile ukrainiennes, et qui laissent les populations démunies alors que l'hiver s'installe. Et une grande partie des régions du sud et de l'est de l'Ukraine restent occupées, les combats s'y poursuivant. Plus globalement, on voit combien l'autocrate russe est déterminé à poursuivre sa guerre, en renforçant les bombardements par missiles et drones pour détruire l'ensemble du système énergétique du pays à l'approche des grands froids, y compris en aggravant les risques majeurs concernant les installations

nucléaires comme la centrale de Zaporijjia, pour contraindre le peuple ukrainien à la reddition. En soi, cette politique constitue un crime de guerre à grande échelle, complétant ceux constitués par les tortures, viols, assassinats et déportations contre les Ukrainiens et Ukrainiennes, et l'enlèvement de dizaines de milliers d'enfants, qui tendent à constituer un crime contre l'humanité. Et cette politique criminelle va même au-delà, frappant aussi les soldats russes et les autres peuples de la Fédération de Russie, de plus en plus engagés de force pour combattre dans des



conditions effroyables, comme ces prisonniers de droit commun poussés en première ligne comme chair à canon et sauvagement exécutés s'ils se détournent du combat.

### Se mobiliser en solidarité

Avec les récents reculs russes, les appels à des négociations de paix immédiates suggérés ou assumés par des gouvernements ou des forces politiques de droite comme de gauche, ne peuvent qu'être suspects s'ils font pression, de fait, d'abord sur la partie ukrainienne, et éludent la nécessité du retrait des troupes russes des territoires ukrainiens, et l'assurance que l'expansionnisme grand-russe soit mis hors d'état de nuire à moyen terme. C'est pourquoi il est plus que jamais indispensable de mobiliser notre camp social pour une paix juste et durable qui passe par une victoire du peuple ukrainien, avec les moyens militaires qui le permettent — nous mobiliser cependant en indépendance totale de tout impérialisme et de tout gouvernement, y compris du gouvernement ukrainien qui approfondit une politique ultra-libérale aux conséquences dramatiques et mettant en danger la résistance populaire. Donc, nous mobiliser avec la société civile et les forces de gauche et anticapitalistes d'Ukraine, de Russie et des pays d'Europe orientale, comme nous le ferons à Paris en meeting le 5 décembre et en manifestation le 10 décembre.

Jacques Babel

travaillé à «taux plein». Pour en bénéficier, il faut avoir cotisé pour sa retraite un nombre précis de trimestres, variable selon l'année de naissance, ou partir à la retraite à 67 ans. Dussopt a annoncé que la retraite minimum pourrait être portée à 85% du Smic net qui est de 1329 euros par mois, soit une pension de 1130 euros. Selon une note de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques du ministère de la Santé (Drees) publiée en 2019, il faudrait 1760 euros pour vivre décemment en France.

### Macron entre mensonges et précipitations

Le rapport du Conseil d'orientation des retraites (COR) présenté le 15 septembre 2022 annonce que le système de retraites a été excédentaire en 2021 de près de 900 millions d'euros. Il estime cette fois à partir des chiffres déjà connus que

cet excédent serait de 3,2 milliards d'euros en 2022. Macron a néanmoins sans vergogne affirmé fin septembre que «le conseil d'orientation des retraites a dit il y a quelques jours que notre régime de retraite était en déficit. Je le dis de manière lucide, je dis la vérité aux Françaises et aux Français, nous ne pouvons financer cela qu'en travaillant davantage et en produisant plus de richesses». Quelques jours plus tard, il prétend que «l'on ne peut pas attendre», et envisage même au lieu d'une loi spécifique d'introduire sa réforme dans le cadre du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) tout en précisant pour la galerie que «le gouvernement la conduira par la concertation sociale et en cherchant les compromis». Il a manqué le coche, mais le gouvernement n'hésitera sans doute pas à utiliser l'article 49.3, comme il l'a fait en première lecture.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

### Il faut faire échouer cette réforme

Nous ne ferons pas échouer cette réforme au Parlement. Le seul moyen est une mobilisation d'ensemble. C'est possible ! Tous les sondages indiquent une opposition importante

de la population à ces attaques. Un front syndical large devrait pouvoir être construit pour préparer une mobilisation d'ensemble et bloquer le pays par la grève jusqu'à ce que le gouvernement capitule.

S. Bernard

## Le chiffre 3,6 millions

C'est le nombre de doses de vaccins détruites au cours du mois d'octobre par l'État français, représentant un montant de 75 à 80 millions d'euros. Un gâchis qui touche tous les pays d'Europe et qui devrait continuer en raison des dates de péremption.

Source : l'Humanité, 9 novembre 2022



## Agenda

**25-26 novembre, manifestations contre les violences sexistes et sexuelles.**

**Samedi 26 novembre, rassemblement en solidarité avec la Révolution «Femme, Vie, Liberté», Paris.** À 14h, place de la République.

**Dimanche 4 décembre, projection d'Il nous reste la colère sur la lutte des Ford, Saint-Ouen l'Aumône (95).** À 11h15 au cinéma Utopia, place de la mairie. Projection suivie d'une rencontre avec les réalisateurs et Philippe Poutou.

**Vendredi 2 décembre, meeting en solidarité avec les manifestations en Iran, Paris.** À 18h30, à la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau.

**Lundi 5 décembre, réunion à l'initiative du Réseau français de solidarité avec l'Ukraine (RESU), Paris.** À 18h30, à la Bourse du travail de Paris, salle Hénaff, 29, bd du Temple. Avec Daria Saburova, Xenia Lotus, Edwy Plenel, Bernard Dréano.

**Mercredi 7 décembre, Rencontre de La Brèche autour du livre La norme gynécologique. Ce que la médecine fait au corps des femmes, Paris 12<sup>e</sup>.** Avec l'autrice Aurore Koechlin, à 19h, à la librairie, 27, rue Taine.

**Jeudi 8 décembre, Rencontre de La Brèche autour du livre Une féministe révolutionnaire à l'atelier, Paris 12<sup>e</sup>.** Avec l'autrice Fabienne Lauret, à 19h, à la librairie.

## NO COMMENT

À l'heure où s'ouvre une nouvelle fois le débat sur les festivités taoumachiques, nous serons des défenseurs achamés de la liberté, et des opposants résolus à l'éco-totalitarisme, dans le respect du droit, pour permettre à chacun de vivre sa culture.

Extrait de la tribune signée par 218 élus dont CHRISTOPHE CASTANER et BRUNO RETAILLEAU parue dans le Journal du Dimanche le 20 novembre 2022.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

**Rédaction :**  
redaction@npa2009.org

**Diffusion :**  
diffusion.presse@npa2009.org

**Administration :**  
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

**Numéro ISSN :**  
2269-3696

**Commission paritaire :**  
0419 P 11508

**Société éditrice :**  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

**Tirage :**  
6 500 exemplaires

**Directeur de publication :**  
Julien Salingue

**Secrétaires de rédaction :**  
Fabienne Brifault, Julien Salingue

**Maquette :**  
Ambre Bragard

**Impression :**  
Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél. : 0148 70 42 21  
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

**IMPRIM'VERT®**



## ÉGYPTE Alaa Abdel Fattah met un terme à sa grève de la faim

Face à la promesse de voir enfin sa famille jeudi 17 novembre et après 7 mois de grève de la faim, Alaa Abdel Fattah, militant égyptien emprisonné depuis 2019, figure de la révolution de 2011, a décidé de recommencer à s'alimenter le 12 novembre.

La famille se dit très inquiète de son état physique et psychique. Nous le redisons : l'Égypte, qui se trouve à la 135<sup>e</sup> position (sur 139) au classement mondial de l'état de droit du World Justice Project doit libérer sans attendre Alaa et les 60 000 prisonniers d'opinion.

### «Alaa a frôlé la mort, mais a décidé de continuer à vivre»

Nous publions des extraits de la lettre rédigée par la famille d'Alaa Abdel Fattah après avoir rendu visite au prisonnier jeudi 17 novembre<sup>1</sup> :

«Jeudi 17 novembre, nous avons vu Alaa pour la première fois depuis le 24 octobre. Nous savions qu'à partir du 1<sup>er</sup> novembre, il allait cesser d'ingérer les 100 calories quotidiennes qui l'avaient maintenu en vie ces six derniers mois. Lorsque nous l'avons vu, il était épuisé, faible et vulnérable. Il était très très émacié. Nous savions que le 6 novembre, premier jour de la conférence de la COP27 à Charm el-Cheikh, il allait arrêter de boire de l'eau. Au-delà de cette date, nous n'avons presque rien su de ce qui lui était arrivé à l'intérieur de la prison, à part deux courtes notes de sa part reçues lundi et mardi de cette semaine.



Alaa Abdel Fattah lors de la révolution de 2011 en Égypte. WIKIMEDIA COMMONS

Nous l'avons vu à la prison de Wadi El Natrun, dans un box pour visiteurs, séparés par une vitre, avec un casque audio au son déficient à travers lequel nous avons pu échanger avec lui l'un après l'autre. De la même manière que nous n'avons rien su de ce qui se passait à l'intérieur de la prison, Alaa n'avait pratiquement aucune idée de ce qui se passait à l'extérieur. [...]

Il était très amaigri, très frêle, mais était heureux de revoir sa famille. Il n'y a eu aucune négociation avec les autorités et aucune promesse n'a été faite. Alaa n'avait aucune idée de ce qui se passait dans le monde extérieur. Nous avons essayé de lui raconter au maximum la vague globale de solidarité que sa situation a suscitée. «Toute forme d'organisation politique qui puisse résoudre nos crises globales doit naître de mouvements de solidarité personnelle. Comme dans mon cas», a-t-il dit.

Nous espérons que l'attention globale extraordinaire dont a bénéficié Alaa et les dizaines de milliers de personnes qui ont exprimé leur solidarité vont permettre sa libération. Alaa a frôlé la mort, mais a décidé de continuer à vivre. Il n'aura pas d'autre choix que de reprendre sa grève de la faim très rapidement si rien n'avance dans sa situation. Voilà ce qui s'est passé au cours des dix derniers jours. Nous espérons une autre nouvelle, celle de sa libération. Mais la campagne pour la libération de Alaa va continuer, avec la même force. Il a besoin de notre solidarité, maintenant plus que jamais.»

1 - Lettre publiée en intégralité sur liberation.fr.

## ÉTATS-UNIS 48 000 salariéEs des universités en grève en Californie

Quelque 48 000 salariéEs universitaires répartis sur dix campus de l'université de Californie (UC) ont fait grève le 14 novembre pour réclamer une augmentation des salaires et des avantages sociaux. Il s'agit de la plus grande grève de l'année aux États-Unis. C'est également la plus grande grève de l'histoire de l'enseignement supérieur en Amérique.

Le salaire moyen des étudiantEs diplômés ayant un poste dans l'université (comme assistantEs d'enseignement, lecteurEs et tuteurEs) est de 24 000 dollars par an, ce qui n'est même pas un salaire de subsistance : le coût du loyer d'un appartement dans les villes où sont situés les campus étant en moyenne de 24 000 dollars par an et de 37 000 dollars à Los Angeles. Et le taux d'inflation, actuellement supérieur à 7 %, érode le pouvoir d'achat. CertainsEs des étudiantEs travailleurEs de l'université ont un deuxième ou un troisième emploi, d'autres vendent leur sang, et d'autres encore sont même devenus des sans-abri.

### Revendications salariales

Le syndicat demande un salaire moyen de 54 000 dollars par an pour la plupart des salariéEs et de 70 000 dollars pour les post-doc (qui gagnent actuellement 55 361 dollars) avec une clause d'indexation sur le coût de la vie qui s'adapterait à l'inflation. Le syndicat demande également 2 000 dollars par mois pour la garde d'enfants, un congé parental élargi et des cartes d'abonnement aux transports publics. Les professeurs membres de l'Association des professeurs de Californie, dont les salaires se situent en moyenne entre 85 000 et 176 000 dollars, ne participent pas à la grève. Neil Sweeney, post-doc en microbiologie et président de la section 5810 de l'UAW (syndicat des travailleurs de l'automobile qui syndique aussi les universitaires), déclare



DR

que le syndicat tente d'apporter des «changements transformationnels» qui amélioreront la vie des travailleurEs ainsi que l'enseignement et la recherche. Les négociations contractuelles duraient depuis plus d'un an lorsque la grève a commencé, et le syndicat a déposé 28 plaintes pour pratique déloyale de travail en raison du manquement de l'université à négocier de bonne foi. L'administration de l'université souhaite une médiation, mais le syndicat veut continuer à négocier tout en faisant grève.

### Présence syndicale

Les grévistes sont des chercheurs post-doctoraux, des chercheurs universitaires, des étudiantEs travailleurEs universitaires (assistantEs d'enseignement, lecteurs et tuteurs) et des chercheurs diplômés travaillant sur les dix campus de l'université, répartis sur plus de 800 km du nord au sud. Ils sont

membres de trois syndicats locaux, tous affiliés au syndicat United Auto Workers (UAW) — aux États-Unis, à mesure que les effectifs de l'industrie ont rétréci, divers syndicats industriels ont commencé à organiser les employéEs académiques des universités du pays, qui sont aujourd'hui représentés non seulement par l'UAW mais parfois par les United Electrical Workers, les Communication Workers ou les United Steel Workers, ainsi que par l'American Federation of Teachers ou la National Education Association. Les grévistes, tels que les assistantEs d'enseignement, effectuent une grande partie de l'enseignement et de la notation à l'université et, sans eux, de nombreux cours ont dû être fermés, tandis que les notes des examens finaux des étudiants risquent de ne pas être terminées à temps. Depuis qu'ils et elles sont en grève, les travailleurEs de l'UC ont reçu

le soutien de la Fédération californienne du travail qui a appelé à l'annulation de tous les événements sur le campus. Les Teamsters (camionneurs) syndiqués de UPS ont déclaré qu'ils n'effectueraient pas de livraisons sur le campus pendant la durée de la grève.

### Bataille contre l'université et le gouverneur démocrate

Le gouverneur démocrate, Gavin Newsome, est le principal responsable de l'université de Californie. L'université est administrée par un conseil de régents, dont 18 sont nommés par le gouverneur pour 12 ans, tandis que d'autres sont des hauts fonctionnaires du gouvernement. Les régents supervisent un budget de 43,9 milliards de dollars, provenant principalement du budget de l'État et des frais de scolarité des étudiantEs, qui s'élèvent à 14 226 dollars par an — ceux ou celles qui viennent des autres États ou pays payent 43 980 dollars par an. Les finances de l'université dépendent en fait principalement des recettes des impôts sur les sociétés, et la Californie abrite certaines des plus grandes entreprises du pays : Walt Disney, Chevron, Apple et Google, et bien d'autres. Pourtant, ces entreprises ne paient qu'un taux d'imposition forfaitaire de 8,84 %. En fin de compte, pour gagner, les grèves de l'UC doivent obtenir des concessions de la part du gouverneur et, à long terme, du corps législatif de l'État, qui contrôle à la fois les impôts et le budget de l'État.

Cette énorme grève, surtout si elle aboutit à un succès, pourrait avoir un impact significatif sur d'autres travailleurs, dans l'enseignement supérieur et chez les employés publics. Avec la récente grève nationale de 2 000 travailleurEs dans 100 magasins Starbucks et la lutte pour la reconnaissance de l'organisation syndicale chez Amazon, nous pouvons constater que des jeunes travailleurs transforment les syndicats en organisations plus combattives.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

## IRAN À propos des zigzags médiatisés de Macron

Retour sur les postures successives de Macron vis-à-vis de la révolte en Iran.

Quelques jours après l'assassinat de Masha Jina Amini et alors qu'une répression impitoyable prenait son essor, les présidents français et iranien organisaient une rencontre fortement médiatisée, fin septembre, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. D'après le communiqué de l'Élysée, Macron se serait limité à y évoquer «le choc qui a été le sien à la nouvelle de la mort de Mahsa Amini» et aurait «insisté sur la nécessité qu'une enquête transparente fasse la lumière sur ce drame». C'est-à-dire à peu près la même chose que les autorités iraniennes.

Dès le lendemain, des photos les montrant en train de se serrer chaleureusement la main faisaient le tour du monde, et figuraient notamment en première page de la presse iranienne. Le journal *Javan*, proche des Gardiens de la révolution, le corps militarisé situé au cœur du pouvoir théocratique, faisait pour sa part l'éloge de Macron.



Emmanuel Macron et Masih Alinejad. WIKIMEDIA COMMONS

### Une certaine opposition

Depuis, cet épisode colle à la peau du président français comme le sparadrap du capitaine Haddock. Et ses tentatives ultérieures de se justifier, notamment le 12 octobre sur France 2, n'ont pas convaincu grand monde.

Macron a donc décidé de frapper en grand coup en médiatisant une nouvelle posture : être le premier chef d'État d'une grande puissance à recevoir officiellement des opposantes iraniennes de la diaspora. En tête de la délégation reçue à l'Élysée le 11 novembre, figurait Masih Alinejad qui vit aux États-Unis depuis 2009. Elle s'est fait connaître par ses campagnes contre l'obligation pour les femmes iraniennes de porter le voile en public. Cela ne l'empêche pas d'avoir de très bonnes relations avec la droite pro-Trump farouchement opposée au droit à l'avortement.

Masih Alinejad est par ailleurs directrice et productrice sur Voice of America Persian Service, l'organe médiatique du pouvoir étatsunien en direction de l'Iran et de sa diaspora. Elle intervient par ailleurs régulièrement sur Manoto TV, une chaîne satellitaire basée à Londres d'orientation ouvertement monarchiste.

La presse française a révélé que toute cette réception à l'Élysée a été montée par Bernard-Henri Lévy et son ami le milliardaire étatsunien Thomas S. Kaplan.

### S'opposer aux manœuvres impérialistes

Au-delà des zigzags médiatisés dont Emmanuel Macron est coutumier, cette affaire semble indiquer que, pour les puissants de ce monde, l'avenir du régime iranien est loin d'être assuré.

En effet, d'une part, les mobilisations persistent depuis deux mois ; d'autre part, les possibilités d'une auto-réforme du régime ne sont plus crédibles.

Face au spectre d'une possible révolution politique et sociale, les milieux dominants du monde entier semblent être à la recherche d'une solution politique sauvegardant leurs intérêts fondamentaux.

Il faut garder en mémoire que c'est le pouvoir étatsunien qui avait organisé le coup d'État de 1953 contre le gouvernement Mossadegh, lequel avait eu l'impudence d'avoir nationalisé les compagnies pétrolières occidentales.

De la même façon, ce sont les chefs d'État de France, d'Allemagne, du Royaume-Uni et des États-Unis qui ont soutenu, en janvier 1979 lors de la Conférence de la Guadeloupe, le départ en exil du Chah et son remplacement par l'ayatollah Khomeiny.

Dans le contexte actuel, la constitution d'un Conseil de transition rassemblant les courants historiques de l'opposition iranienne dont les royalistes, formulé notamment par Masih Alinejad, pourrait être une des pièces d'un dispositif actuellement à l'étude.

D'où la nécessité pour les révolutionnaires du monde entier de :

- développer une solidarité militante avec les luttes des exploités et opprimés d'Iran ;
- reprendre les slogans essentiels des manifestantEs, et notamment «Ni Mollahs - Ni Chah» ;
- s'opposer aux manœuvres impérialistes voulant imposer leurs projets aux populations concernées.

**Dominique Lerouge**



# CAMEROUN L'indécent Biya

Quatre décennies que Paul Biya est au pouvoir au Cameroun. Un record de longévité laissant les populations exsangues dans un pays corrompu en proie à une sale guerre dans sa région anglophone. En dépit de ce bilan, le pouvoir de ce presque nonagénaire continue de bénéficier de la mansuétude des autorités françaises.

Le 6 novembre, les danseurs devant le palais présidentiel étaient censés représenter l'allégresse du peuple pour l'anniversaire des quarante ans de pouvoir de Paul Biya. Une fois la performance tarifée terminée, les flonflons tus et les discours laudateurs oubliés, la vie a repris égrenant les nombreuses difficultés économiques et sociales que subissent les Camerounais.

## Un pays appauvri

Si le Cameroun est un des pays les plus riches d'Afrique centrale, les populations n'en profitent pas. La croissance du PIB s'élevait à 4,3% en 1982, date de l'arrivée au pouvoir de Biya, elle n'était plus que de 0,9% en 2021. L'indice de développement humain a stagné depuis des dizaines d'années. Plus de 30% de la population est sous le seuil de pauvreté.

Dans le même temps, l'encours de la dette ne cesse d'augmenter. Il s'agit pour les deux tiers d'emprunts souscrits à l'extérieur, le tiers restant est constitué de salaires impayés des fonctionnaires, de retraites non versées ou partiellement, et de créances vis-à-vis d'entreprises nationales. Un résultat économique aussi affligeant ne peut se comprendre que par le choix de l'élite dirigeante de favoriser une économie rentière basée sur les richesses du sous-sol,



Paul Biya et son épouse Chantal Biya. WIKIMEDIA COMMONS

pétrole et gaz et une agriculture d'exportation de café, cacao et coton. Aucun effort n'a été entrepris pour développer un tissu industriel permettant une activité de transformation sur place. Cette économie se prête parfaitement à la corruption.

## Un pays fortement corrompu

Deux affaires ont défrayé la chronique. La première concerne les lignes de souveraineté 65 et 94 du budget. La première est dédiée aux aléas du fonctionnement de l'administration, la seconde aux imprévus des investissements. L'une est gérée par le ministère des Finances, l'autre par le ministère

de l'Économie. Les résultats d'un audit révèlent que des hauts fonctionnaires, mais aussi chefs d'entreprises, patrons de médias, bref l'élite du pays, touchaient des frais de mission avec parfois un total de plus de 600 jours sur... une année.

L'autre affaire est celle de Glengore, une société anglo-suisse de courtage en matières premières qui, lors d'un procès en mai 2022 à Londres, a avoué des faits de corruption dans de nombreux pays dont le Cameroun. Ainsi des dirigeants de la Société nationale des hydrocarbures et de la Société nationale de raffinage ont bénéficié de pots-de-vin pour un total

de 13 millions de dollars. Depuis cette révélation, aucune enquête n'a été lancée. Les deux sociétés sont des sources de financement du président Biya. Cela lui permet de s'offrir des villégiatures luxueuses de plusieurs mois à l'hôtel Intercontinental à Genève et d'acquérir des biens de grand standing comme la « Villa Isis » sur la Côte d'Azur.

## Un pays en guerre

S'il existe des agences anti-corruption, elles servent avant tout à traquer les opposantEs. Nombre de ces dernierEs ont connu la prison, c'est le cas pour le principal dirigeant de l'opposition Maurice Kamto. L'espace démocratique se rétrécit fortement et la crise dans la région anglophone au nord-ouest du pays n'arrange rien. Des sécessionnistes ont pris les armes revendiquant l'indépendance. Au lieu de respecter la promesse d'un État fédéral, Biya a accentué la centralisation du pays au point que les populations anglophones ont été marginalisées. Depuis, l'armée camerounaise équipée par la France mène une guerre sans merci. Des deux côtés sont commises les pires exactions contre les civils.

Si le président Macron est prompt à critiquer les manquements en matière de droits humains par certains gouvernements de pays africains qui s'éloignent du pré carré de la France, il n'en fait pas de même pour ses amis. Lors de son voyage au Cameroun pour faire taire toute critique, il avait déclaré que « la France n'a pas de leçon à donner à qui que ce soit », une façon habile de cautionner le pouvoir despotique de Biya.

Paul Martial

# BELGIQUE Retour sur la grève générale du 9 novembre

La Belgique ne fait pas exception à la vague de grèves de ce chaud automne social européen.

La grève générale décidée par les trois organisations syndicales — la FGTB (Fédération générale du travail de Belgique) de tendance socialiste, la CSC (Confédération des syndicats chrétiens) démocrate-chrétienne et la CGSLB (Centrale générale des syndicats libéraux de Belgique) libérale — est le produit de la rage sociale accumulée et fait suite à de nombreuses mobilisations antérieures. La grève générale du 9 novembre a paralysé le pays et a été un succès complet. La participation a été massive aussi bien dans les secteurs privé que public et, fait notable, les petits commerçantEs et nombre d'indépendantEs se sont joints aux travailleurEs salariés.

## Gouvernement sous pression

Le succès de la grève générale met le gouvernement sous pression. Celui-ci, composé de l'alliance hétéroclite de sept partis, est déchiré par sa polarisation entre les libéraux (à droite) et les socialistes et écologistes (au centre-gauche). Alors que les socialistes se disent favorables à la demande syndicale de rendre comme auparavant la norme salariale indicative, les libéraux au contraire subordonnent toute modification de la loi de 1996<sup>1</sup> à la suppression de l'indexation des salaires.

Les organisations syndicales reconnaissent la nécessité des mesures en faveur des petites et moyennes entreprises incapables de faire face à la hausse des prix de l'énergie. La position de l'organisation patronale (FEB-Fédération des entreprises de Belgique) qui refuse toute négociation salariale en assimilant aux petites et moyennes entreprises en difficulté les entreprises et secteurs qui distribuent des dividendes records aux actionnaires et accumulent des profits considérables est ressentie par les grévistes comme une provocation. Les socialistes, ligotés par leur accord avec les libéraux au gouvernement, ne paraissent pas en mesure d'obtenir l'assouplissement de la loi de 1996 ouvrant la voie à des négociations salariales dans les secteurs prospères. Tout au plus un compromis consistant à distribuer une prime aux salariéEs dans les secteurs enregistrant des profits substantiels paraît au mieux envisageable au sein du gouvernement.

## Des salaires, pas des primes

Il est douteux que les travailleurEs, déjà échaudés par les « primes Covid » puissent se satisfaire d'un tel compromis. Les primes et chèques « one shot », largement pratiqués par les gouvernements pour apaiser la colère populaire, ne rassurent guère : salaire au rabais, les primes ne contribuent pas au montant des retraites ni au financement de la sécurité sociale et n'apaisent pas l'inquiétude qui pèse sur l'avenir des travailleurs et travailleuses. Un compromis sur des primes n'aurait pour effet que d'exacerber la colère populaire.

L'indexation automatique des salaires est une conquête qui permet de conserver, même imparfaitement, le pouvoir d'achat des salariéEs. Malgré les attaques incessantes du patronat et de la droite pour y mettre fin, le système résiste en raison de l'attachement indéfectible des travailleurs et travailleuses. Il s'agit là d'un avantage incontestable que les syndicats ont pu défendre en Belgique. En revanche, la loi de 1996 qui subordonne la négociation à la norme salariale conduit à la paralysie des négociations salariales. La grève générale de ce 9 novembre révèle l'ampleur de la crise sociale qui divise le pays. Dans un pays en crise profondément divisé et avec des formations politiques affaiblies et minées de l'intérieur, c'est désormais le social qui prend le dessus sur le « communautaire ».

Mateo Alaluf

Version intégrale sur [alencontre.org](http://alencontre.org).

1 – Les organisations syndicales ont dû, en contrepartie du maintien de l'indexation des salaires sur les prix, concéder l'adoption d'une loi (loi de 1996) qui permet de fixer une norme salariale pour « sauvegarder la compétitivité des entreprises » par rapport à la France, l'Allemagne et les Pays-Bas et qui cadenasait de ce fait les augmentations salariales hors index.

Et qu'allait susciter, en outre, la confusion survenue au sommet du pouvoir durant les semaines chaotiques du mandat de Liz Truss et la focalisation médiatique désormais entièrement orientée vers les intrigues institutionnelles d'une nouvelle succession au poste de Premier ministre ?

## Des luttes qui s'étendent

Loin de ce que l'on pouvait craindre — « essoufflement », lassitude et découragement, perte de visibilité, lourdeur de l'organisation de nouvelles procédures de vote (obligatoires lorsque la dernière remonte à plus six mois) — les luttes du monde du travail ont non seulement repris, mais se sont étendues et accentuées. Des organisations en pointe depuis plusieurs mois restent combattives. C'est le cas du syndicat des travailleurs postaux (CWU) dont les membres ont voté, à plus de 91%, l'organisation de nouvelles grèves au Post Office (mandat valable pour les six prochains mois, donc). Par ailleurs, six journées sont d'ores déjà prévues en décembre (dont les 23 et 24) chez Royal Mail (115 000 postierEs).

Il faut dire que l'entreprise (Royal Mail) y met du sien : 758 millions de profits en 2021-2022, 567 millions distribués aux actionnaires quand l'inflation dépasse les 11%, et une offre de « rattrapage » salarial de 7%... sur deux ans ! Prenant prétexte de pertes attribuées aux journées de grève, depuis mi-octobre, l'entreprise va jusqu'à menacer de supprimer 10 000 emplois d'ici août 2023.

Pour des raisons comparables (offres salariales dérisoires,

# ROYAUME-UNI Extension des mouvements de grèves au Royaume-Uni

Le décès de la reine Elizabeth II et le deuil national qui s'en était suivi avaient donné lieu à une suspension de mouvements de grèves pourtant très dynamiques depuis le début de l'été 2022. Les luttes parviendraient-elles à se redresser, un fois passé le moment de gène nationale ?



GUY SMALLMAN

destruction d'emplois), la mobilisation continue chez les personnels ferroviaires (RMT avec « oui » à 91,7%) et chez les cheminotEs (Aslef) dont la grève du 26 novembre doit toucher onze exploitants ferroviaires. À plus petite échelle, même chose chez des personnels au sol de l'aéroport de Heathrow, avec les 950 chauffeurEs de bus de l'entreprise Abelio (syndicat Unite) qui ont annoncé dix journées de grève en novembre-décembre, et jusqu'à la cinquantaine de salariéEs (Unite) de Funeralcare, fabriquant de cercueils basé à

Glasgow (près de deux semaines en octobre-novembre).

## Infirmières, pompiers, universités...

Les choses prennent cependant un tour plus massif lorsque que la grève est votée majoritairement chez les 300 000 infirmierEs du RCN (Royal College of Nurses), et ce, pour la première fois depuis sa création en 1916 (le recul salarial est déjà de 20% sur dix ans), de même que chez les 100 000 agents publics du PCS où la grève a été votée à 86,2%, ou encore dans

les universités où, à la suite d'une « augmentation » de 3%, 70 000 personnels (syndiquéEs à UCU) répartiEs dans 150 établissements ont voté la grève (trois journées à la fin du mois) à plus de 80%. Là aussi, alors que la précarité est devenue chronique et que les reculs salariaux sont considérables, les présidents d'université de répartissent environ 45 millions de livres par an dans un secteur qui a dégagé un revenu record de 41,1 milliards l'an passé. Les pompiers (du FBU) ont quant à eux rejeté la proposition de 2% d'augmentation, et le mandat pour des grèves futures est en cours de vote.

À l'horizon, l'inflation s'annonce toujours un peu plus grave (7,4% prévus pour 2023). Les annonces budgétaires du 17 novembre dernier, en dépit de quelques aménagements apparents, promettent une aggravation continue de la situation pour la grande majorité de la population à qui l'on va faire reboucher un trou de 54 milliards de livres sterling. C'est dans ce même contexte que le gouvernement adopte un loi anti-manifestation supplémentaire (Public Order Bill) et que le parti travailliste continue d'exclure sa gauche, syndicale notamment.

Thierry Labica



## ENTRETIEN «UNE FUITE EN AVANT DANS LE DOMAINE DE LA MARCHANDISATION EXTRÊME DU FOOTBALL»

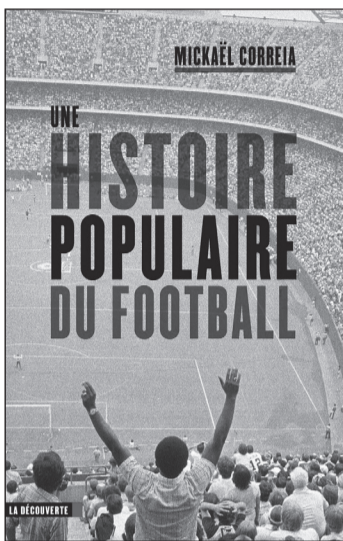
Entretien avec le journaliste **Mickaël Correia**, auteur notamment d'« Une histoire populaire du football » (la Découverte, 2018).

Ce n'est pas la première fois qu'un grand événement sportif, de type jeux Olympiques ou Coupe du monde, suscite des polémiques, mais on a vraiment l'impression que cette compétition au Qatar cristallise énormément de choses, énormément de critiques : comment l'expliquer ?

C'est vrai que, si l'on compare par exemple avec la dernière Coupe du monde en Russie, avec un Poutine qui était considéré, peu de temps avant l'événement, comme le boucher d'Alep en Syrie, et où tout a semblé soudain oublié, il se passe quelque chose d'étonnant cette fois-ci. C'est comme tu le dis, il y a quelque chose qui se cristallise avec le Qatar. Pour moi il y a eu deux tournants : un tournant social et un tournant écologique.

Le tournant social, c'est la fameuse enquête du *Guardian* au sujet des 6500 ouvriers morts sur les chantiers des stades de la Coupe du monde, qui a été un véritable choc pour beaucoup. Alors c'est vrai qu'il y a un peu d'hypocrisie car on peut être certain que pour les JO de Pékin il y a également eu énormément de morts, sauf que l'on ne savait pas du tout, vu comme le régime est verrouillé là-bas, combien il y a eu de morts, de personnes internées, de Ouïghours exploités... Mais voilà, l'enquête du *Guardian* a été un premier électrochoc, même si on peut remarquer que cela n'a pas forcément permis de parler de la globalité du problème des travailleurs migrants au Qatar (90% de la population, près d'un million travaillant dans la construction). Le deuxième électrochoc est plus lié à la question écologique. En quatre ans, cette question, notamment la question climatique, a beaucoup émergé dans les opinions publiques, notamment européennes. Et de ce point de vue, ce type de méga-événement fait de moins en moins sens, et d'ailleurs ça ne concerne pas que le Qatar, on le voit aussi avec la critique des JO 2024 à Paris qui est en train de se développer. Pour le Qatar, cela s'est notamment focalisé sur quelque chose de symbolique : les stades climatisés. C'est évidemment important mais c'est un peu comme pour les ouvriers morts sur les chantiers finalement, cela occulte d'autres choses : il y a sept des huit stades qui vont être climatisés et c'est évidemment une gabegie sur le plan écologique, mais en réalité la véritable horreur climatique est à chercher du côté de l'empreinte carbone de cet événement, dont on vient par ailleurs de constater qu'elle a été sous-évaluée, puisqu'on est plutôt à six millions de tonnes de CO<sub>2</sub> qu'aux trois millions annoncées par la FIFA. Et en fait ce sont surtout les avions qui sont en cause, avec plus d'une centaine d'avions qui vont faire des allers-retours tous les jours, notamment entre les pays voisins et Doha.

Donc ces deux éléments ont contribué à cristalliser les choses, et à cela s'est ajouté ce qui se



**Le tournant social, c'est la fameuse enquête du Guardian au sujet des 6500 ouvriers morts sur les chantiers des stades de la Coupe du monde, qui a été un véritable choc pour beaucoup**

passé au sein du football depuis trois ou quatre ans. On est sur une fuite en avant, et j'insiste sur le mot, ce n'est pas une dérive, c'est une fuite en avant, dans le domaine de la marchandisation extrême du football. Et là on a atteint des points qui confinent à l'absurdité : huit stades dans une ville de 800 000 habitantEs, faire jouer les footballeurs en hiver, en plein milieu de la saison de football, tout cela est absurde... C'est une expression de là où en est le football industriel aujourd'hui : aseptisation du foot, répression des supporters, accaparement de la richesse par quelques grands groupes. Face à cela il y a une colère qui monte et qui s'exprime aussi par rapport à cette Coupe du monde, et cela se voit aussi dans les tribunes, du côté des supporters, avec dans de nombreux pays des banderoles « Boycott Qatar », ce qui montre que ce n'est pas seulement une critique surplombante venue d'intellectuels, mais aussi venue des stades.

**Et il y a aussi la dimension corruption, au sujet de l'attribution de la Coupe du monde au Qatar, avec quelques Français bien en vue d'ailleurs, dont un certain Nicolas Sarkozy ?**

C'est vrai qu'en France cette dimension est présente, dans les autres pays je ne sais pas. Il y a effectivement Sarkozy qui est cité dans une affaire judiciaire ayant trait à l'attribution du Mondial au Qatar, Michel Platini aussi, et Zinedine Zidane, qui est ambassadeur du Qatar, ce qui a dégoûté énormément de gens, j'en fais partie. Concernant la France on peut aussi noter qu'il y a plus de 200 experts de la sécurité, des forces de police, qui se rendent au Qatar, avec un

contrat signé sous Hollande, de partenariat pour gérer la répression policière. Quand on met ces différents éléments bout à bout, on peut dire que la France est quasiment co-organisatrice de cet événement au Qatar : elle a grandement aidé à l'attribution de la Coupe du monde, elle fait le porte-parolat avec des figures comme Zidane, et elle cogère la sécurité...

Et j'ajoute que tout cela met aussi en exergue la situation d'impunité des instances du football, de la FIFA qui continue à faire son business malgré toutes les affaires de corruption qui traînent depuis une dizaine d'années, avec notamment l'affaire Sepp Blatter [président de la FIFA de 1998 à 2015, mis en cause dans des affaires de corruption, pots-de-vin, etc.]. Et c'est la même chose au niveau de la France et de la FFF, avec les affaires qui sortent, entre autres de violences sexuelles, et cette impunité générale qui révolte les amoureux du football.

**Et donc tu disais que chez les supporters, dans les tribunes, la colère s'exprime aussi, certains allant jusqu'à prôner le boycott ?**

Oui, cela s'exprime. Cela peut se faire de manière très simple, avec une grande banderole « Boycott Qatar », que l'on voit fleurir un peu partout depuis un mois. Dans ce cas, il faut voir que c'est très lié au discours des supporters ultras, le discours anti-FIFA, avec le slogan « FIFA : mafia », et disons que la Coupe du monde au Qatar est une bonne occasion de donner corps à ce discours, en pointant du doigt la FIFA qui essaie de faire main basse sur le football.

Ce qui est également pointé, c'est la question du rapport de la FIFA aux régimes non démocratiques. La FIFA s'est toujours arrangée pour faire des événements de ce type, notamment des Coupes du monde, dans des régimes autoritaires, et on se souvient de cette déclaration de Jérôme Valcke, secrétaire général de la FIFA, qui disait en 2013 : « Un moindre niveau de démocratie est parfois préférable pour organiser une Coupe du monde. »

Il y a donc cette critique qui s'exprime dans les tribunes, et il y a aussi plein d'initiatives qui se mettent en place un peu partout en France, une sorte de contre-programmation, avec notamment de nombreux débats, là aussi à l'initiative de groupes de supporters. C'est intéressant de voir comment ce que l'on peut appeler, avec beaucoup de guillemets, le « peuple des tribunes », s'approprie cette question, dans les tribunes et dans d'autres événements à côté. On est bien loin de l'hypocrisie de certaines mairies, dans des grandes villes, qui expliquent qu'elles ne mettront pas d'écran géant, ce qui est un moyen commode et facile de se draper de vertu.

**Propos recueillis par Julien Salingue**



# LA COUPE DU DE LA HO

## LA COUPE DE TROP ?

Extrait de **Nicolas Kssis-Martov**, « Qatar, le Mondial de la honte » (Libertalia), avec l'aimable autorisation de l'auteur.

La Coupe du monde au Qatar est donc la 22<sup>e</sup> édition d'un des événements sportifs internationaux les plus suivis aujourd'hui. L'extraordinaire mondialisation du ballon rond lui confère une audience et lui octroie un statut hors-normes. Certes sa dimension universelle possède ses limites trop souvent oubliées en Occident, sauf à considérer par exemple que l'Inde (1,38 milliard d'habitants) et le Pakistan (220 millions), obsédés par le cricket, ne soient plus situés sur le globe. Toutefois, effectivement, seuls les JO dans le domaine sportif, et encore, peuvent prétendre rivaliser avec cette parenthèse d'un mois tout entier voué au dieu football. Bien que difficile à mesurer précisément, surtout depuis l'essor du streaming légal ou non et des smartphones, une partie non négligeable de la population mondiale a désormais les yeux rivés sur ses divers écrans quand sonne l'heure de la finale. Selon la FIFA, celle de



2018 « entre la France et la Croatie le 15 juillet a attiré une audience cumulée de 1,12 milliard de téléspectateurs, dont 884,37 millions devant leur poste de télévision et 231,82 millions hors du domicile ou sur support numérique uniquement ». Dans l'hexagone plus de

26 millions de nos concitoyens (sur 67) s'étaient rassemblés pour le second sacre des bleus. Un engouement qui constitue la scène d'ouverture du film *les Misérables* où de jeunes garçons de Montfermeil en Seine-Saint-Denis descendent sur les Champs-Élysées communier autour de Mbappe et Lloris, avant de retourner à leur quotidien de béton et d'ennui.

**Le regard critique sur le foot s'est affiné**

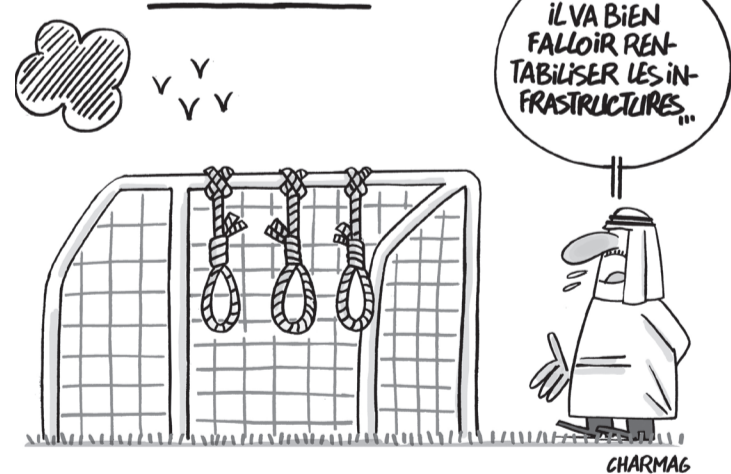
Sauf qu'en 12 ans, depuis l'attribution du Mondial au Qatar, le monde a changé. Et le regard critique sur le foot, désormais considéré à sa juste valeur, s'est affiné. L'actualité n'a cessé de venir rattraper et mordre les fesses du Mondial « parfait » vendu lors de l'Assemblée générale de la FIFA. Le Qatar occupe par exemple une place singulière dans la diplomatie internationale (que ce soit dans son rôle d'intermédiaire avec les Talibans ou avec, de l'autre côté, Israël). Sa relation forte avec





# MONDE NTE

LE QATAR INVESTIT 200 MILLIARDS  
POUR LA COUPE DU MONDE



CHARMAG

Sauf qu'en 12 ans, [...] le monde a changé. Et le regard critique sur le foot, désormais considéré à sa juste valeur, s'est affiné

donne au passage tout le sel géopolitique des rencontres contre le PSG en Champions League). La décision récente de l'UEFA, et de la FIFA, contrainte et forcée sous la pression des États occidentaux, d'exclure la Russie après son invasion de l'Ukraine, et tant que la guerre perdure, a aussi désormais prouvé que même une grande puissance, et généreuse mécène via Gazprom par exemple, ne pouvait se sentir abritée, sur les pelouses vertes, des vents contraires de l'histoire. Enfin, et nous y reviendrons, toutes les problématiques autour des conditions de vie et de mort des travailleurs immigrés,

des considérations écologiques, des droits LGBT, complètement absentes des réflexions et des discussions lors de l'attribution en 2010, se sont imposées au fil des années, effet pervers inattendu, même si concrètement, pour le moment, sans conséquences véritables, hormis par exemple l'annonce par Philippe Lahm, ancien capitaine de la Mannschaft championne du monde en 2014, qu'il ne ferait « pas partie de la délégation et [qu'il n'a] pas l'intention de faire le voyage en tant que supporter. »

### Le petit monde du ballon rond affronte des bouleversements qu'il ne maîtrise plus

La Coupe du monde au Qatar aurait dû être l'aboutissement final et somptueux d'une grande compétition populaire transformée en un Disneyland sportif au service de la propagande d'un État. Le contexte (géo)politique et l'évolution du football rendent impossible et inaudible ce conte de fées. Les pesanteurs politiques et économiques vont également en quelque sorte souligner le long processus de désagrégation du football en tant qu'objet culturel. Religion laïque pour certainEs, espace d'asservissement ou d'émancipation (relire *Une histoire populaire du football* par Mickaël Correia), le football voit son unicité écartelée et pour tout dire au bord de la rupture. Jamais son élite ne s'est à ce point éloignée de la pratique populaire. En témoignent les tensions aussi dans les tribunes des stades de foot (elles furent des caisses de résonance lors des mouvements contestataires dans le monde arabe ou en Amérique du Sud). Le petit monde du ballon rond affronte des bouleversements qu'il ne maîtrise plus. Le projet d'une superligue, pour le moment en stand by, a mis à rude épreuve aussi bien la foi des supporters que la légitimité de l'UEFA. Des grands clubs, aux propriétaires de plus en plus évanescents (citons le Red Star racheté par un fonds américain), et de plus en plus réticents à céder devant un foot des nations, qui leur semble anachronique à l'heure des paris sportifs et des matchs à 13 heures pour toucher les droits télé asiatiques. Les déclarations d'Aurelio de Laurentis [président du club de Naples], refusant que ses joueurs africains jouent la CAN et exigeant « qu'ils me signent une renonciation à participer à la Coupe d'Afrique ou sinon [...] je ne les ai jamais à disposition », illustrent ce nouveau rapport de forces, dopé au néocolonialisme libéral. Un gap que le décalage de la compétition en novembre va encore rendre plus criant. Enfin, plus ardue à disséquer, l'évolution du jeu, pour répondre aussi bien à la spectacularisation des rencontres qu'aux nécessités de rentabiliser les investissements, s'inscrit dans cette spirale destructrice. Luiz Martinez Andrade, auteur de *Fútbol y Teoría crítica*, détaillant si bien les raisons de la mort du n°10, en appelle quasiment à une insurrection des écharpes et des crampons : « Nous ne devons plus permettre aux puissants de s'enrichir avec le football. De la même manière que nous les expropriions des moyens de production, nous leur arracherons le ballon des pieds. » Heureusement le foot est plus grand que la FIFA, mais bel et bien menacé, au point que de beaux esprits veulent le faire classer au patrimoine culturel immatériel de l'Unesco.

## COUPE D'IMMONDE AU QATAR, CARTON ROUGE!

La Coupe du monde de football 2022 au Qatar surpasse toutes les autres en matière de fric, d'exploitation du travail humain, de saccage des ressources, d'aberrations écologiques.

Les coupes du monde de football ont souvent été marquées par des scandales où politique et business faisaient bon ménage avec le sport. Au royaume du foot où les stars du ballon gagnent des salaires exorbitants, l'argent est roi.

Avec les coupes du monde, la machine à gros sous s'emballa. C'est le jackpot pour les entreprises, en particulier celles du BTP, du tourisme, des écrans et postes de TV, de la publicité et des médias (droits de diffusion). La Coupe du monde 2022 au Qatar bat des records de fric (200 milliards de dollars), d'absurdité environnementale, de scandales d'exploitation de travailleurs, de violences contre les LGBTI.

### Le choix du Qatar

Comme l'ont révélé *Mediapart*, *Blast*, *Complément d'enquête* et *Radio France*, les conditions d'attribution de l'organisation de la Coupe du monde au Qatar en 2010 ont été entachées de soupçons de corruption. La nomination de cet État connu pour son régime d'oppression des droits humains, son code du travail défectueux a été dénoncée dès 2010 : des membres de la FIFA auraient touché des pots-de-vin pour influencer le vote. Des gouvernements ont soutenu cette candidature, comme celui de Sarkozy. Hollande ne fut pas en reste, lui qui, en 2015, déclara « crédible » la candidature du Qatar. Il faut dire que son gouvernement venait de vendre 24 avions Rafale à l'émirat !

### Dégâts humains

Depuis 2010, des milliers d'ouvriers venus d'Inde, du Pakistan, du Bangladesh, du Népal, du Kenya, des Philippines ont travaillé sur les chantiers de construction des stades, hôtels, aéroports, routes et métro. Selon le journal *The Guardian*, au moins 6500 travailleurs sont morts d'accidents de travail ou à cause des cadences infernales et des fortes chaleurs. Ce chiffre ne tient pas compte des décès de travailleurs kenyans et philippins dont le

Pour conduire les 1,2 million de spectateurs attendus vers les stades, 168 avions en plus par jour font la navette depuis les pays proches

nombre n'a pas été communiqué par leurs gouvernements. Amnesty International a dénoncé le silence de la FIFA concernant l'indemnisation des travailleurs ainsi que leurs conditions de vie et de travail indignes. Si des avancées ont été obtenues (un salaire minimum, arrêt du travail à partir de 32°C...), des employeurs sans scrupules ont continué de les exploiter en toute impunité (horaires à rallonge, pas de salaire pendant des mois, hébergements indignes...). Une exploitation honteuse de la misère de milliers d'hommes qui ont trouvé, avec ces chantiers, de quoi survivre (ou en mourir). Une coalition d'organisations de défense des droits humains (dont Amnesty International) a réclamé que la FIFA verse aux ouvriers des chantiers au moins 440 millions de dollars d'indemnisation et de réparation sur les 6 milliards de recettes attendues. La Fédération française de foot a toujours refusé de se prononcer sur le sujet.

### Les droits des personnes LGBTI bafoués

Le Qatar interdit les relations sexuelles hors mariage et criminalise l'homosexualité, délits pouvant conduire jusqu'à 7 années en prison. Human Rights Watch a déjà enregistré des cas de garde à vue et d'emprisonnement de personnes LGBTI, de violence lors des arrestations et dénoncé la mise en place de programmes « thérapeutiques à visée de conversion » avec la volonté de normaliser la sexualité et de combattre le « *dommage mental* » (selon la déclaration d'un ambassadeur qatari). Ces

atteintes aux libertés fondamentales n'ont pas gêné la FIFA.

### Les dégâts environnementaux

À l'heure de la lutte contre le réchauffement climatique, où la crise énergétique bat son plein en Europe, construire 7 stades en plus du seul existant, en équiper 7 de la climatisation, révèle l'absurdité de cette grand-messe du foot.

De plus, la distance pour rejoindre les stades situés dans un rayon de 60 km autour de Doha a nécessité la construction de routes, d'aéroports, d'un métro. Pour conduire les 1,2 million de spectateurs attendus vers les stades, 168 avions en plus par jour feront la navette depuis les pays proches. La liaison aérienne Paris-Doha assurera 3 à 6 vols par semaine. Les spectateurs, qui ne trouveront pas tous des hébergements à Doha ou à proximité dans les hôtels dont certains sont construits sur l'eau, devront aller dans différents États du Golfe (moins chers).

Face à cette gabegie d'émissions de gaz à effet de serre, les organisateurs de la Coupe du monde affirment que toutes les émissions seront compensées. Ah, la compensation ! L'entourloupe intégrale qui veut nous faire croire que des programmes de réduction des émissions ou de séquestration du CO<sub>2</sub> vont être soutenus et pourraient annihiler les dégâts causés par toute cette démesure. « *Pas crédible* », d'après l'ONG Carbon Market Watch.

La FIFA sous-évalue à 3,6 millions de tonnes les dégagements de dioxyde de carbone, car elle ne tient pas compte des navettes aériennes, minimise les effets de la construction, de l'entretien et de l'exploitation des stades. Coupe du monde démesurée au Qatar et COP27 en Égypte, l'univers capitaliste ne craint aucune contradiction. La planète brûle, le vivant s'étiolé et disparaît, les milliards de la Coupe du monde de foot auraient dû être utilisés contre les fléaux qui menacent nos vies.

Commission nationale écologie

### COLIP D'ENVOI DE LA COUPE DU MONDE



CHARMAG

l'Iran lui valu un embargo de ses voisins sunnites, notamment l'Arabie saoudite. Une rivalité qui se prolonge aussi dans le foot (rappelons que Manchester City appartient à un consortium avec une majorité d'Abu Dhabi, ce qui



## CAEN Domidom, 35 jours de grève des auxiliaires de vie pour les salaires

Ce lundi 21 novembre, cela fait 35 jours que les auxiliaires de vie de l'agence Domidom de Caen sont en grève. Le noyau dur des grévistes, une dizaine d'auxiliaires, tient bon.

Il s'est même endurci. Plusieurs se sont syndiquées. Elles sont de plus en plus nombreuses à prendre la parole dans les rassemblements, les rencontres militantes (comme notre fête locale), à discuter avec les passants qui déposent quelques sous dans la caisse de grève ou à offrir à manger. Car depuis 35 jours le soutien ne faiblit pas. Les grévistes reçoivent même des plats chauds, tout juste sortis du four, d'un habitant des environs qui s'est donné pour mission de les ravitailler! C'est comme si à elles seules, les grévistes de Domidom représentaient la revanche de toute une profession.

### Large sympathie

Ce soutien n'est pas tombé du ciel. Certes, le sigle Orpea, la maison-mère de Domidom, qui paie les salaires des auxiliaires, met tout le monde d'accord contre lui, mais c'est d'abord l'énergie que les Domidom mettent à faire connaître leur grève qui leur vaut cette large sympathie. Elles occupent les médias locaux et les réseaux sociaux. Elles assistent à tous les rassemblements, toutes les manifestations, comme la marche pour le climat du samedi 12 novembre. Vendredi dernier, elles ont rendu visite à d'autres grévistes, ceux de l'entreprise Signature qui fait de la signalisation routière. Eux aussi travaillent dans une petite agence. Eux aussi dépendent d'un grand groupe (Vinci). À eux aussi on n'a proposé que des clopinettes comme augmentation: un malheureux 1%... Mais ce lundi, ils ont fini par décrocher 4% d'augmentation générale et 2,5% d'augmentation individuelle. Comme quoi la lutte paye! Et depuis la visite de vendredi, un magnifique bidon-brasero des gars de Signature est venu réchauffer le piquet des Domidom, suggérant qu'elles pourraient bien tenir l'hiver entier dehors!

En attendant, elles poursuivent la recherche opiniâtre de contacts avec d'autres auxiliaires de vie, Domidom ou non. Car, du point de vue des auxiliaires de vie, toutes les enseignes du secteur se ressemblent: mêmes salaires au ras des pâquerettes ou en-dessous, mêmes conditions de travail nocives pour la santé, même indifférence au sort de celles que le pouvoir et les patrons ont hypocritement encensées pendant la pandémie, en s'imaginant qu'il suffirait de quelques applaudissements pour rétribuer leurs efforts. Le compte n'y est toujours pas, même avec une indemnité kilométrique relevée et quelques dizaines de centimes de plus sur le taux horaire brut! Orpea va devoir passer vraiment à la caisse.

Correspondant



DR

# LA POSTE Une transformation à marche forcée avec accélération des suppressions de postes

À l'image de ce que pratiquent régulièrement les différents gouvernements, c'est au cœur de l'été que la direction de La Poste a annoncé l'un de ses derniers mauvais coups: la suppression du timbre rouge et la mise en place d'une nouvelle gamme courrier (NGC), avec la distribution à J+3 comme délai de référence.

La dégradation du service rendu à la population est annoncée l'année même où l'État augmente sa compensation, au titre du service universel du courrier, de 500 millions d'euros. Pour justifier cette nouvelle gamme au rabais, La Poste met en avant de prétendus changements dans les souhaits des usagers qui seraient plus attentifs à la fiabilité du service qu'aux délais. Comme si les deux devaient s'opposer! Autre argument: les délais plus longs permettraient d'améliorer le bilan carbone de l'entreprise, puisque que le courrier ne serait plus obligé de prendre l'avion. Un vrai concert de pipeau! Le courrier ne voyage jamais seul dans les soutes: il est acheminé en même temps que les colis qui continueront à voyager par la voie des airs. Pas un seul litre de kérosène ne sera économisé! La direction refuse par ailleurs de remettre en place le réseau ferré postal supprimé au profit du « tout-camion ».

### Haro sur l'emploi: des effectifs qui baissent en moyenne de 3% chaque année

La plus grande restructuration au courrier, depuis les suppressions massives de centres de tri dans les années 2005-2010, trouve ses vraies raisons du côté de l'emploi. Selon les estimations de Sud PTT, 20 000 postes sont directement menacés par la mise en place de la NGC. Ce nouveau coup de massue intervient après une accélération brutale de suppressions de postes depuis 2020. En réalité, celles-ci sont une donnée structurante à La Poste depuis le milieu des années 2000. Elles se sont fort logiquement accompagnées d'une

dégradation des conditions de travail et ont donné lieu à deux crises sociales et sanitaires particulièrement aiguës en 2012 et 2016. Les éléments les plus dramatiques et les plus visibles ont été les suicides et tentatives de suicides d'agents. Pour supprimer des emplois, La Poste n'a, pour l'instant, pas besoin de recourir à des plans de licenciement. La pyramide des âges de l'entreprise lui permet de compter sur les départs à la retraite: les trois quarts des agents ont plus de 40 ans, la moitié plus de 50. Il suffit de ne pas (ou peu) recruter. La pandémie de Covid-19 a nettement accéléré le processus. Depuis 2013, 60 000 postes ont été supprimés, soit une baisse de près de 28% des effectifs. Entre 2013 et 2019, cette baisse a été en moyenne de 3% par an. De 2019 à 2021, elle a été de 7%. Plus de 10 000 emplois par an ont été supprimés dans cette dernière

### LA POSTE INNOVE



CHARMA6

période. Les CDD ont été une des variables d'ajustement principales: leur nombre a diminué de plus de 40% entre 2020 et 2021.

### Augmentation de la productivité: 200 boîtes en plus par jour desservies

Les dirigeants de La Poste insistent sur la baisse du trafic courrier, argument continuellement rabâché. Il ne s'agit évidemment pas de nier le fait que les particuliers comme les entreprises utilisent de moins en moins les envois courrier. La numérisation est un élément incontournable. Il est pourtant un fait tout aussi établi: la sacoche des factrices et des facteurs ne pèse pas moins lourd, bien au contraire. Si le nombre de plis quotidiennement distribués dans chaque boîte aux lettres diminue, le nombre de boîtes aux lettres, lui, ne cesse d'augmenter en même temps que la population et le nombre de logements: plus 3 millions entre 2015 et 2021. Sur la même période, plus de 15% des tournées ont été supprimées. Le taux de productivité de chaque factrice et facteur a donc largement augmenté: en 2014, chacunE en desservait en moyenne plus de 500 boîtes aux lettres; iel en dessert presque 700 aujourd'hui!

Par ailleurs l'hémorragie d'emplois ne touche pas que la branche courrier. La taille dans les effectifs a été encore plus sévère dans les centres financiers et les bureaux de poste (20% de ces derniers ont été supprimés en cinq ans).

### Objectif stratégique: devenir une multinationale et réduire les « coûts » salariaux

Ces coupes répondent à un objectif stratégique, dessiné depuis l'ouverture à la concurrence entamée à la fin du siècle dernier: positionner La Poste comme une multinationale à même de peser à l'échelle mondiale. La distribution des colis concentre en particulier les intérêts des stratèges postaux. Il s'agit d'une activité en forte croissance (d'autant plus depuis le début de la pandémie avec la croissance de l'e-commerce), potentiellement à haute valeur ajoutée, mais aussi soumise à une concurrence féroce. La Poste s'est donc lancée dans une politique frénétique d'achats d'entreprises du secteur à l'international. Ayant peu de leviers de croissance à cette étape, elle rogne de plus en plus sur les « coûts » salariaux. De fait, cette politique se traduit par une augmentation des bénéfices ces dernières années (3,4 milliards en 2021) et une hausse encore plus importante des dividendes versés aux actionnaires (la Caisse des dépôts et l'État). Le coût social est dramatique en matière d'emplois, de conditions de travail comme de service public, sans parler des niveaux de salaires qui restent particulièrement bas. Il y a donc nécessité de lier les revendications d'urgence répondant à ces problématiques à l'objectif de soustraire La Poste aux appétits capitalistiques, d'obtenir sa socialisation, sous contrôle des agentEs et des usagerEs.

Edouard Gautier

1 Chiffres tirés d'un article du blog de Nicolas Jouin, sociologue auteur du *Caché de La Poste*, enquête sur l'organisation du travail des facteurs: <https://talp.hypotheses.org/>

## BORDEAUX Clinique du Tondu: les grévistes se sont fait respecter

Après 16 jours de grève (voir l'Anticapitaliste n° 636), les salariéEs en grève de la clinique du Tondu ont obtenu des augmentations

L'augmentation est d'environ 50 euros pour les agents de service (ASH), 60 euros pour les aides-soignantes (AS) et 80 euros pour les infirmières (IDE), une prime vacances sous conditions d'absence qui passe de 130 à 200 euros, une prime mensuelle de 50 euros pour les IDE de salle de réveil et une augmentation de 10 euros de la prime des AS, ainsi que des postes et du matériel pour travailler dans des conditions plus correctes.



DR

### Ténacité et solidarité

Même si c'est loin des 300 euros d'augmentation revendiqués et même si une partie de ces augmentations de salaire est financée par une enveloppe de l'État en direction des

cliniques privées, elles représentent tout de même une satisfaction.

Un sentiment de s'être fait respecter et d'avoir tenu bon face à un PDG méprisant et arrogant qui a préféré annuler près de 700 interventions, en reprogrammer certaines dans d'autres cliniques de Gironde plutôt que de céder, avec la complicité de la préfecture qui a réquisitionné du personnel sans vérification.

Les grévistes ont décidé ensemble de leur lutte, imposé à la direction des

délégations d'élus et non-élus pour porter leurs exigences.

Leur ténacité, leur présence tous les jours au piquet de grève, s'adressant aux familles et patientEs, faisant appel à la solidarité, a forcé le respect et entraîné le soutien d'équipes militantes de la santé publique et privée mais aussi d'autres secteurs tant le problème des salaires et du manque de personnel nous impacte tous. Au final, le PDG a dû en partie céder. Chapeau les grévistes!

Isabelle Larroquet

## LOGEMENT Une loi scélérate contre les mal-logés

Le lobby des propriétaires, la Fnaim et une poignée de députés de Renaissance sont à la manœuvre depuis des mois pour faire adopter une loi anti-squat. Il y a pour eux urgence à rééquilibrer la loi au profit du droit de propriété, « enjeu fondamental de la démocratie », en faisant appel, comme chaque fois pour justifier cette turpitude, à la défense de « petits propriétaires modestes » supposés confrontés au « fléau du squat ».

Le député d'Eure-et-Loir, Guillaume Kasbarian, avait déjà présenté un amendement à la loi sur l'accélération et la simplification de l'action publique, dite loi ASAP, publiée

en décembre 2020. Cet amendement simplifiait les procédures d'expulsion, supprimant le passage devant les tribunaux au bénéfice de simples mesures administratives sous la responsabilité des



# GENNEVILLIERS **Geodis : grève victorieuse!**

*Jeudi 18 novembre dans la soirée, la direction de Calberson Île-de-France, représentée par la directrice de l'agence de Gennevilliers, et le « comité représentant l'ensemble des salariés grévistes », représenté par 3 grévistes dont 2 sont aussi délégués CGT, ont signé le protocole de fin de conflit, avec reprise du travail lundi 22 novembre.*

**A**ugmentation de 4% pour tous les salaires, portée à 5% pour un salaire de base égal ou inférieur à 1800 euros et versement en primes de 600 euros sur le salaire de novembre. La direction s'engage à ne notifier aucune sanction aux salariéEs grévistes « pour des faits en lien avec la présente grève ». « À titre exceptionnel », possibilité est donnée aux salariéEs grévistes de poser des jours de congé de récupération pour la période du 24 octobre au 4 novembre. Les jours de congé ne seront pas payés mais n'impacteront pas les calculs de l'intéressement et du 13<sup>e</sup> mois, ni pour l'acquisition de droits à jours de congé.

## Cinq semaines de grève et une victoire

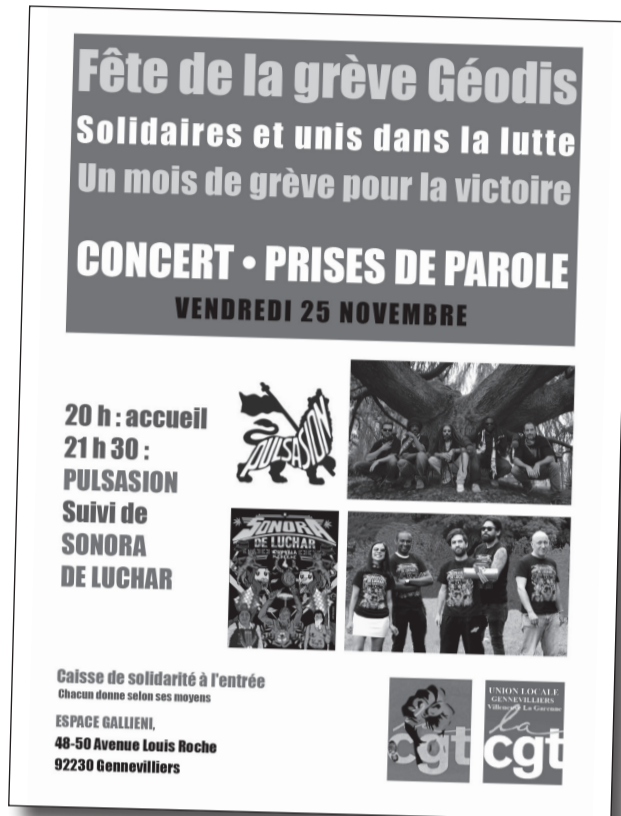
Ces 5 semaines de grève, commencée le 17 octobre, s'achèvent donc par une victoire! Certes, les revendications de départ n'ont pas été satisfaites: 150 euros d'augmentation pour touTEs, salaire d'embauche à 2000 euros, et 100 euros de hausse supplémentaire. L'objectif était néanmoins difficile à atteindre en l'absence d'extension sur les autres sites du groupe.

Même seuls en lutte sur le groupe, les grévistes de Gennevilliers ont réussi à faire plier la direction qui ne voulait pas entendre parler d'augmentation des salaires avant l'ouverture des négociations annuelles obligatoires (NAO) en janvier. Elle se voulait inflexible... Mais la grève

n'a pas failli! Les pertes financières du groupe ont atteint 1 million en octobre et les tentatives de contourner Gennevilliers ont échoué: retards de livraison, disparition de colis, des gros clients comme une célèbre marque de pièces détachées automobiles qui commencent à aller voir la concurrence, et la période de pointe de trafic des fêtes qui se rapproche. Contrainte et forcée, la

direction Geodis a dû lâcher ces augmentations, justifiant piteusement son recul en déclarant au journal *le Parisien*: « le dialogue social a permis une résolution du conflit dans l'intérêt des salariés et de l'entreprise ».

Sous le ridicule de cette déclaration perce une réalité: le « dialogue social » n'est qu'un bras de fer permanent entre exploitéEs et exploitateurs.



Les grévistes ont bien conscience que cette grève n'est qu'une étape, qu'il faudra aussi gagner pour les salaires de 2023. « Dans un peu plus d'un mois, on a le second round », a précisé au même *Parisien* Mouloud Sahraoui, secrétaire de la CGT Geodis.

## Confiance dans l'action collective

Au cours de cette lutte, les grévistes ont renforcé leur confiance dans l'action collective pour imposer le respect. Cette confiance se traduit en dizaines d'adhésions au syndicat parmi les nouveaux embauchéEs. La sympathie, l'écho médiatique et la solidarité manifestée par nombre d'élusEs et d'organisations du mouvement ouvrier, dont le NPA, ont contribué évidemment à mettre la pression sur la direction de Geodis. Les nombreux versements à la caisse de grève ont permis de renforcer le moral des grévistes. Pour que la victoire soit encore plus belle et joyeuse, il faut un dernier effort en envoyant un chèque à la caisse de grève et en participant à la fête de la victoire!

## Correspondant

**Caisse de grève:** chèques à l'ordre du syndicat CGT Geodis, UL CGT de Gennevilliers, 3 rue Lamartine, 92230 Gennevilliers. **Fête le vendredi 25 novembre** à partir de 20 h à l'espace Gallieni, 48-50 avenue Louis-Roche, Gennevilliers. 21 h 30 : Pulsation et Sonora de Luchar.

# STRASBOURG **Heineken : mobilisation pour garder l'Espérance**

*L'un des derniers sites historiques de la brasserie l'Espérance - Heineken à Schiltigheim annonce fermer ses portes dans les trois ans.*

**A**ulendemain de l'annonce brutale en comité social et économique (CSE) central extraordinaire par la direction de Heineken de la fermeture à terme de son site de Strasbourg - Schiltigheim dans le Bas-Rhin, les 220 salariéEs ont lancé un mouvement de grève de 24 heures le mardi 15 novembre, emmenés par les déléguéEs CGT, CFDT et FO.

La fermeture de la brasserie l'Espérance fait partie de cette longue liste de brasseries ayant disparu: Adelshoffen en 2000, Schützenberger en 2006 et Fischer en 2008. L'Espérance constituait le dernier site de cette cité des brasseurs qu'était Schiltigheim.

## Brutalité de la décision

Rien ne prévoyait cette annonce hormis le manque d'investissement

et de projets constaté au cours des dernières années. La direction justifie ce choix par l'augmentation du coût des matières premières qui nécessite un regroupement de la production sur les deux autres sites de Marseille et Mons.

Il y a le choc de la brutalité de la décision, les vies brisées et le désarroi face à une direction dont la seule motivation est la recherche du profit, ce dont la

direction ne s'est pas cachée lors du CSE annonciateur.

L'exemple de Heineken n'illustre que trop bien que ce n'est qu'en reconstruisant un mouvement social unitaire avec l'appui des syndicats que les salariéEs pourront faire plier la direction en modifiant le rapport de force. Ce n'est qu'ainsi que les salariéEs de Heineken pourront espérer changer les choses. L'Histoire a trop souvent montré que vouloir négocier « sereinement » avec la direction n'apporte rien. La CGT a d'ores et déjà lancé l'idée, pour conserver le site, de produire une bière sous le label « Bière d'Alsace produite à Schiltigheim » avec des produits locaux.

## Correspondante

préfets. De plus, il étendait la notion de « domicile » aux résidences secondaires et pied-à-terre. Enfin, il aggravait les sanctions de 15000 euros à 45000 euros et de 1 à 3 ans d'emprisonnement.

## Renforcement des sanctions

Pas de chance! Le Conseil constitutionnel avait retoqué en décembre 2020 la partie de l'amendement sur le renforcement des sanctions, non pas sur le fond mais parce qu'accrochée à une loi sans rapport avec le sujet. Trop d'empressement visiblement! Cela n'avait pas découragé le député de Chartres qui avait promis alors la réintégration de l'amendement retoqué dans « un prochain véhicule législatif ». C'est chose faite. Il a déposé le 18 octobre 2022 un nouveau projet de loi, cosigné par l'ensemble des députés du groupe Renaissance. Ce projet de loi reprend le

niveau des sanctions contre les squatteurs en les triplant: soit 3 ans d'emprisonnement et 45000 euros d'amendes. Il va pourtant plus loin: il étend la possibilité de l'expulsion administrative (sans passage devant un tribunal) aux locaux vides, sans mobilier, jusqu'à présent considérés comme « occupables ». Là, on voit que ce n'est plus le « petit propriétaire modeste » qu'on cherche à protéger. La rapacité des promoteurs de ce projet de loi franchit cette fois une ligne rouge. Ce projet met en place un dispositif contre les mauvais payeurs et les locataires endettés, qui instaure la résiliation obligatoire du bail avec expulsion automatique du logement. Le juge n'aura plus la possibilité d'accorder un échancier et de maintenir le bail et le locataire dans le logement en cas de paiement de la dette.

## Criminalisation des mal-logés

Cette offensive du lobby de la propriété est totalement en décalage avec la réalité du logement. Dans une situation où la pénurie de logements est à son comble, où le nombre de personnes à la rue n'a jamais été aussi élevé et où les constructions de logements neufs sont au plus bas, le gouvernement choisit la criminalisation des mal-logéEs, des locataires endettés, de toutes celles et ceux qui n'ont pas de logement et en cherchent un à tout prix. Il renforce son dispositif répressif, puisqu'il a renoncé à résoudre la crise du logement. Il se prépare ainsi à des confrontations sociales majeures, du fait de la hausse des charges et des loyers qui ne vont pas manquer de frapper les locataires et les mal-logés. Il donne ainsi des gages à l'électorat réactionnaire, au-delà des discours et des circonvolutions



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

de son ministre chargée du logement, qui sait pour qui il travaille. L'ensemble des associations ont protesté contre cette loi scélérate qui doit être discutée à l'Assemblée le 28 novembre. Une pétition est en ligne à signer [lancement!](https://www.noustoutes.org/wp-content/uploads/2022/11/Revendications.pdf)

Il en faudra plus pour faire reculer le gouvernement sur sa loi.

## JMB

1 - <https://www.change.org/p/non-%C3%A0-la-criminalisation-des-locataires-en-difficult%C3%A9-et-des-squatteurs-de-logement-vid%C3%A9>

# FÉMINISME **Unies contre les violences sexistes et sexuelles**

*Ce 19 novembre à Paris et dans plusieurs villes, plusieurs dizaines de milliers de manifestantEs (100 000 selon les organisatrices) ont pris la rue dans le cadre de la Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes du 25 novembre.*

**À** l'initiative de #NousToutes, la manifestation parisienne, appelée par plus de 80 organisations signataires, collectifs, associations, syndicats et partis politiques, a dénoncé de la place de la République à celle de la Nation les violences subies par les femmes et minoritéEs de genre au quotidien, dans le cercle familial, au travail, mais aussi dans la société dans son ensemble. Ces violences sont structurelles et liées à des systèmes de domination.



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

## À Paris, une manifestation orientée sur l'intersectionnalité des luttes

La diversité des cortèges était un succès, avec en tête les militantes racisées, précaires, LGBTQI, et/ou handicapées, cortège de familles de victimes de féminicides. Un cortège de solidarité internationale était également présent dans lequel on entendait le slogan « Femme, vie, liberté » en kurde ou en persan. Beaucoup de jeunes ont participé avec énergie, et un climat de solidarité était palpable. La thématique de la gestion des violences sexistes et sexuelles (VSS) au sein des organisations politiques préoccupait un cortège spécifique #MeTooPolitique. « On est là pour lancer un message à la société... [et rappeler] que ces systèmes de domination de genre mais aussi des systèmes de dominations racistes, de classe, d'hétéro-normativité, de cis-normativité, la domination capitaliste également, ces oppressions fonctionnent ensemble avec les mêmes mécanismes et se renforcent les unes les autres... », a affirmé Sophie, participante de la coordination nationale de #NousToutes. Parmi les revendications principales, #NousToutes réclame l'adoption d'une loi-cadre dont le contenu est disponible sur leur site internet<sup>1</sup>. D'autres manifestations se dérouleront en France ce jeudi 25 novembre et après. Les préparatifs du 8 mars, avec le levier d'une grève féministe, sont déjà en cours. Féministes et anticapitalistes tant qu'il le faudra, c'est toutes ensemble qu'on doit lutter, c'est toutes ensemble qu'on va gagner!

## Diego Moustaki

<https://www.noustoutes.org/wp-content/uploads/2022/11/Revendications.pdf>





## Une fête réussie... qui en appelle d'autres

Samedi 19 novembre de 17 heures à 1 heure, se tenait la première fête publique du comité NPA de Caen.

Dans une salle du quartier populaire de La Guérinière décorée de guirlandes, banderoles et fonds de scène « do it yourself », militantEs, sympathisantEs et simples curieux ont pu assister à deux débats, feuilleter ou acheter les livres de La Brèche, et échanger autour d'un verre et/ou d'une assiette de chili con/sin carne. Sur l'ensemble de la soirée, près de 100 personnes sont passées, certaines ayant fait plus d'une heure de route pour voir à quoi pouvait bien ressembler une « fête anticapitaliste ». Elles n'ont apparemment pas été déçues du voyage !

### Un débat sur l'Iran et sur les grèves pour les salaires

Un camarade iranien, militant en exil, a fait le point sur la situation dans son pays, argumentant pour la qualifier de « pré-révolutionnaire ». Si les connaisseurs dans la salle ont apprécié d'en apprendre davantage, l'autre partie du public a pour sa part découvert à quel point « il se passe quelque chose » en Iran en ce moment. La discussion s'est prolongée pour certainEs bien après la fin de l'atelier. Le deuxième débat portait sur les luttes en cours dans le monde du travail, dans l'agglomération caennaise et plus largement en France, avec un focus sur les salaires. Une partie des auxiliaires de vie de l'agence Domidom de Caen en grève depuis le 18 octobre (lire aussi page 8), justement pour des salaires décents, partageait la tribune avec une militante syndicale membre du collectif « 320 000 invisibles » qui mène le même combat dans le travail social. Leurs interventions ont été chaleureusement applaudies. Certes, la salle était acquise à la cause. Mais, comme souvent, entendre de la bouche de celles qui mènent la lutte comment celle-ci s'est construite — les succès et les doutes — permet de mieux mesurer le prix de chaque pas en avant, le courage que cela nécessite et aussi les perspectives que cela ouvre à tous les travailleurs. Ce n'est pas un hasard si la fin du débat portait sur comment s'y mettre toutes et tous ensemble...



Une déco d'enfer. NPA

À la porte, une contre-soirée politique s'est mise peu à peu en place entre les fumeurs sortis céder à leur addiction, écopup rouge floquée d'un mégaphone en main et les camarades « chargés d'accueillir tout le monde en toute sérénité ». Tant et si bien que la dance-floor en a un peu souffert. D'autant qu'il a subi aussi la concurrence d'une chorale révolutionnaire (dont la naissance remonte à mars 2021, pour la célébration des 150 ans de la Commune de Paris, à l'initiative de notre comité) et de deux copains musiciens venus faire un after après leur soirée « de travail ». Mais, promis, la prochaine fois on dansera vraiment !

Correspondant

# Patrick Achin, dit « P'tit Patrick »

*P'tit Patrick s'en est allé mardi 15 novembre, et toutes celles et ceux qui le connaissent sont immensément tristes. Il était issu d'une famille de gens du voyage, comme il y en a beaucoup à Montreuil.*



DR

Patrick était un militant de longue date de notre courant. Il avait rejoint la LCR au milieu des années 1980. Depuis, il avait fait preuve d'une fidélité et d'une énergie militante à toute épreuve. Près de 40 ans de combats : antiracisme, droit au logement, 5 élections présidentielles... et des luttes syndicales au sein de la CFDT puis de la FSU après 2003. Il a aussi fait parti du service d'ordre de l'organisation durant de longues années.

Ce camarade très doux, très calme, ne s'énervait jamais. Il promenait sa bonhomie et sa gentillesse de parcs en squares à travers toute la ville. Les enfants de Montreuil le connaissaient bien. Montreuil, c'était SA ville : il y était né, il y habitait, il y travaillait et il y avait même pris sa retraite. Il connaissait l'histoire et la moindre rue de la ville.

Patrick avait pris sa retraite en 2018, après 40 ans de travail à la mairie de Montreuil dans les espaces verts. Il avait un vrai sens de ce

que devait être un service public. Dans les services municipaux, tout le monde le connaissait et l'appréciait.

### Au métro Croix-de-Chavaux, chaque vendredi pour distribuer le tract de la semaine

Pendant des années, nous nous retrouvions à quelques-unEs au métro Croix-de-Chavaux, le vendredi à 17 heures pour distribuer le tract de la semaine du parti. Qu'il pleuve, qu'il neige ou qu'il vente, il était avec nous, dès qu'il avait fini le boulot.

En 2019, lors des grands mouvements de novembre-décembre, il s'est beaucoup investi dans la lutte contre la « contre-réforme » des

retraites. Alors jeune retraité, il s'est battu comme un lion pour que les autres ne finissent pas leur vie comme des chiens. Il était de toutes les réunions du comité interpro à la Bourse du travail, de toutes les assemblées générales dans la grande salle de la mairie (qu'il avait généralement lui-même réservée), et évidemment de toutes les manifs sauvages que nous organisions au départ de Montreuil pour rejoindre le cortège parisien. Il était devenu pour toutEs le « rebelle à la mèche rebelle », celle qui lui tombait régulièrement sur les yeux et que d'un geste il remettait à sa place.

À sa grande peine, il ne pouvait pas être candidat à l'élection municipale sur les listes présentées

par la LCR puis le NPA car il était assigné au devoir de réserve propre aux salariéEs de la mairie. Tant pis, il prenait la pose avec nous pour la photo de groupe. Il n'y a qu'aux municipales de 2020 qu'il a pu enfin être candidat sur la liste « Montreuil rebelle », soutenue évidemment par le NPA. Il s'est bien amusé qu'enfin son nom apparaisse sur le bulletin de vote ! Tu vas nous manquer, camarade ! Mais nous continuerons en ton nom le combat que tu as commencé. Hasta la victoria ! Siempre !

Le comité de Montreuil

**L'Anticapitaliste la revue**  
Le n°139 est disponible



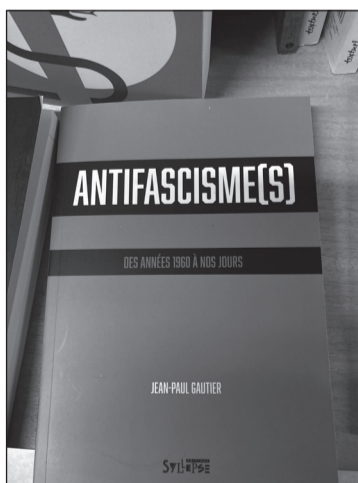
Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **L'Anticapitaliste**, 2 rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

## Rencontres de La Brèche

### Parcours antifascistes en débat à La Brèche

Jean-Paul Gautier était l'invité de la librairie La Brèche ce mercredi 16 novembre pour la sortie de son livre « Antifascisme(s) des années 1960 à nos jours », édité chez nos amis des éditions Syllepse.

Une trentaine de personnes avaient répondu à l'appel, notamment les jeunes militantEs de la Jeune Garde qui ont en partie assuré la sécurité de l'événement et exposé leur matériel d'information. Nos camarades investis sur le travail antifa étaient bien sûr présents. Le débat qui nous a amenés jusqu'à une heure tardive a été fort riche et a couvert toute la période, en particulier la guerre d'Algérie comme creuset de (re)fondation de l'extrême droite française et la mise en évidence que les guerres coloniales lui sont propices. Comment s'en étonner ?



### Guerre d'Algérie et Mai 1968

Mai 1968 a bien sûr été traité à travers la naissance des nouvelles avant-gardes ayant intégré tant l'expérience de la génération précédente qui a lutté contre le nazisme que celle des réseaux clandestins de lutte en solidarité avec le FLN algérien.

Le débat a aussi porté sur la caractérisation aujourd'hui des Le Pen, Meloni et leurs séides. Si le cours autoritaire des gouvernements

européens se fait de plus en plus sentir, recyclant au passage nombre de militants nostalgiques du III<sup>e</sup> Reich, il n'en demeure pas moins qu'on reste assez éloigné du fascisme pur et dur : adhésion au libéralisme, revendication de l'appartenance à l'Europe, à l'OTAN. La bourgeoisie se fabrique la relève que les temps troublés qui se profilent lui imposeront... mais elle nous trouvera sur sa route. **La Brèche**

## SOUSCRIPTION 2022



NOM/PRÉNOM \_\_\_\_\_  
ADRESSE \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
VILLE \_\_\_\_\_ MONTANT € \_\_\_\_\_

Chèque à l'ordre de « NPA souscription » à remettre à unE militantE ou à envoyer à : **NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil** avec le coupon détachable dûment rempli.  
**SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG - NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG**



**Ciné-débat**

**Succès de « Il nous reste la colère » à Angoulême**

Le film de Jamila Jendari et Nicolas Beirnaert sur la lutte des Ford a été projeté au cinéma de la cité de la BD à Angoulême le 16 novembre. À 20 h 10, quand le NPA d'Angoulême se présente à la porte du cinéma avec un flyer pour les prises de contact rappelant notamment la grande manifestation récente contre les bassines, plus de 50 personnes sont déjà à l'intérieur. On sent le gros évènement !



NPA

**Histoire d'une lutte**

Rappel. En 2011, les ouvriers de Ford à Blanquefort sauvent leur usine et ses milliers d'emplois. La joie de la victoire laisse rapidement place à de nouvelles craintes de fermeture. Celles-ci finissent par devenir une réalité, jusqu'à l'arrêt définitif des chaînes de montage en 2020. Pourtant, un collectif syndiqué à la CGT, emmené par notre camarade Philippe Poutou, va mener la bagarre 24/24h, 7/7) et dans tout l'hexagone (le stand Ford aux 24 heures du Mans ne sera pas épargné par la colère ouvrière). La lutte et la grève seront suivies jour après jour pendant trois ans par deux jeunes réalisateurs. Après montage et remontage, le film de presque neuf heures est devenu un documentaire de 1h36 et retrace principalement la dernière année de lutte intense, de doutes, de combats et d'espoir.

Au total, plus de 150 personnes ont assisté à la projection du film dans la grande salle du cinéma de la Cité de la BD en présence de Philippe Poutou. Philippe a commencé par une courte introduction pour présenter pourquoi et comment ce film a pu être réalisé pendant des mois en immersion avec les travailleurEs de Ford. Le film a captivé de bout en bout le public de tous les âges (un peu plus âgé que le meeting du candidat Poutou lors de la présidentielle à Angoulême à l'Espace Franquin). Le public entier est resté après la projection pour le passionnant débat qui a suivi entre Philippe et la salle.

Tous les aspects de la lutte des salariéEs de Ford ont été discutés et mis en parallèle avec la volonté de la multinationale de refuser tout repreneur pour fermer le site absolument et sans risques pour le futur. En fait, les requins du Michigan (USA) voulaient se venger de la précédente fermeture avec reprise où les travailleurEs avaient forcé Ford et les pouvoirs publics à réinvestir et à reprendre l'usine.

**Faillite organisée de l'État face aux intérêts privés**

L'incohérence de la politique capitaliste et l'incurie des pouvoirs publics (régionaux ou nationaux) sont magnifiquement montrées. Par exemple, l'administration française n'avait absolument rien conservé à propos du prix de la vente du terrain de Blanquefort à la multinationale qui, elle, avait tout conservé. Preuve de la faillite organisée de l'État face aux intérêts privés. Et c'est cet État et les gouvernements de « gauche » ou de droite que les syndicats accompagnent. CGT comprise. Le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez rêvait de faire la peau à Philippe et ses camarades et leur interdisait l'accès au siège de Montreuil. La CFDT, elle, s'était « courageusement » retirée du conflit dès lors qu'il fallait mobiliser à la base. Images collector aussi d'Alain Juppé et de Bruno Le Maire démontrant leur absence de volonté de s'opposer à la fermeture autrement que de façon verbale. Quand on fait partie du système où la fermeture des usines fait augmenter les dividendes des actionnaires, on n'insiste pas trop ! La détermination de l'équipe CGT de l'entreprise de Blanquefort et de ses doutes parfois est filmée au plus près. Pas de suspense, on sait qu'à la fin, l'usine va fermer, mais le film démontre que la lutte a été utile et qu'elle a su ne pas rester isolée (jonction avec les Gilets jaunes, les Goodyear et nombre d'artistes). Une leçon de lutte de classe en quelque sorte. Chaleureux applaudissements pour Philippe à la fin mais pour Philippe, à Angoulême, c'est habituel !

Correspondance NPA Angoulême

**Roman**

**La Peau dure, de Raymond Guérin**

Éditions Finitude, 128 pages, 14,50 euros

Il y a d'abord l'histoire de la cadette, Clara. Elle a une vingtaine d'années, elle travaille au service d'une famille qu'elle présente comme étant sympathique et généreuse. Un matin, alors qu'elle s'appête à préparer leur déjeuner, la police vient la chercher pour qu'elle réponde aux accusations concernant son prétendu avortement. Sans explication, elle est emmenée au commissariat puis conduite en prison, elle y reste plusieurs mois, son procès étant constamment ajourné : « Ils n'étaient pas bien pressés de me juger. Il est vrai que je n'avais seulement pas d'avocats pour me soutenir ». Heureusement sa patronne va jouer de ses relations et ainsi lui éviter la maison de redressement.

**Travail à la chaîne et violence des hommes**

Ensuite, il y a Jacqueline dite « Jacquotte », la benjamine qui travaille à la chaîne comme couturière. Elle décrit et dénonce les difficiles conditions de travail des ouvrières « serrées comme des sardines pour que la manipulation des pantalons soit plus rapide et plus facile » de faire gagner de l'argent au patron, la chaleur étouffante et l'odeur épouvantable dans les ateliers, les douleurs physiques et l'abrutissement des esprits.

Elle raconte aussi la violence des hommes, celle du père qui giflait facilement ses enfants lorsqu'ils lui manquaient de respect, puis celle du conjoint qui frappe lorsque le repas n'est pas prêt.

Enfin il y a Louison, l'aînée. C'est une femme forte qui refuse la soumission, elle parle de ses sœurs comme de victimes qui n'ont pas su se débrouiller dans la vie. Elle, elle a décidé de ne plus travailler et de se faire entretenir par un homme riche qui fait du trafic. Elle profite

Trois femmes, trois sœurs racontent leur quotidien en France juste après la Libération. Elles sont issues d'une fratrie de six enfants qui « ont poussé comme ils ont pu ».



de sa beauté et s'autorise d'autres relations sexuelles.

**Souffrance des corps face aux exigences patriarcales et patronales**

L'auteur, Raymond Guérin, avec des phrases courtes et percutantes décrit avec empathie les classes populaires, la souffrance des corps qui se plient aux exigences

patriarcales et patronales, avec l'interdiction faite aux femmes à disposer de leur corps, leur culpabilisation lorsqu'elles sont enceintes, l'interdiction d'avorter (sauf si elles ont un ami médecin), les corps malmenés au travail, ankylosés, qui souffrent du froid, de la fatigue. Clara, Jacquotte et Louison ont toutes les trois bien conscience de cette double domination, celle de

leur classe sociale et celle de leur genre. Elles survivent et tiennent malgré tout parce qu'elles ont la peau dure.

Heureusement qu'il y a des avancées sociales. Les allocations familiales qui permettent à Jacquotte de subvenir en partie aux besoins de son enfant, les dispensaires de santé qui leur assurent un suivi médical et enfin la Sécurité sociale, qui vient d'être mise en place par le Conseil national de la résistance (CNR) sans quoi Jacquotte, faute d'argent, n'aurait pas pu être soignée correctement.

La Peau dure est un récit écrit en 1947, juste au sortir de la guerre. C'est un plaidoyer féministe contre les dominations patriarcales et patronales qui résonne par son actualité quelque 70 ans plus tard.

Béatrice Walylo

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**  
**librairie**  
 ★ la-breche.com

---

27, rue Taine 75012 Paris  
 Tél. : 01 49 28 52 44  
 www.la-breche.com  
 contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :  
 Lundi : 14 h – 20 h,  
 mardi au samedi :  
 12 h – 20 h

**Essai**

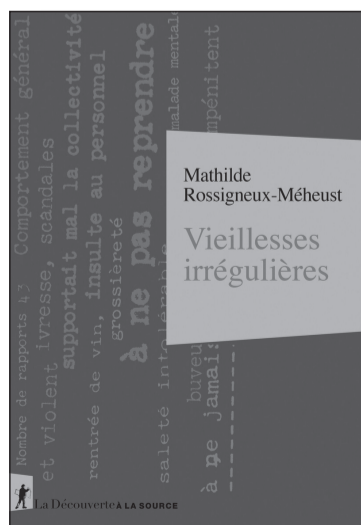
**Vieillesse irrégulière, de Mathilde Rossignaux-Méheust**

Éditions la Découverte, 220 pages, 20 euros.

Ce livre étonnant nous conduit sur les traces des « vieux du château ». Connue pour être « le siège d'une ordonnance fameuse qui imposa en 1539 le français comme langue d'État », le château de Villers-Coterêt est devenu, en 2022, le siège de la prestigieuse Cité internationale de la langue française. L'on sait moins que le château a été, au 19<sup>e</sup> siècle, un dépôt de mendicité, puis une maison de retraite jusqu'en 2014 !

**Le fichier**

Hors les cadres réglementaires, tel un passager clandestin au cœur de la galère administrative faite de dossiers et de registres, le fichier... Mis à jour lors de l'inventaire des archives du château, il recèle un peu plus de 300 petites fiches bristol concernant des pensionnaires de Villers-Coterêt, celles et ceux qui



ont quitté l'établissement et que celui-ci ne veut pas voir revenir. Reine inaugure le fichier en 1956, que viendra clôturer Léon 18 ans plus tard.

L'autrice se pique au jeu de l'interprétation : pourquoi ce fichier, que partagent les fichés, que dit leur présence dans le fichier de leur existence recluse ? Que dit le stigmate — indésirables ! — de leur vie au château, des transgressions dont ils et elles se sont montrés coupables, des relations sociales qu'elles et ils entretenaient entre elles et eux et avec le personnel du château et sa direction.

**Grands perdants des trente glorieuses**

Avec beaucoup de rigueur, l'autrice dégage des traits communs — alcoolisme, violence verbale ou physique, différentes formes d'insoumission et de désobéissance, indifférence aux sanctions, etc. Mais, bien au-delà, elle donne de l'épaisseur à ces existences minuscules de vieilles personnes des classes populaires, dont le

parcours, souvent fait d'épreuves et de souffrance — deux guerres, une crise, de fréquentes ruptures biographiques — les a conduites à « finir à Villers-Coterêts ».

**Entre le « care » et le contrôle social**

Le fichier traverse une époque qui aboutit à la révision institutionnelle de la prise en charge des personnes âgées, la fin de l'hospice, et retrace les hésitations entre, d'une part, une visée répressive pour maintenir la réputation de l'établissement et sa capacité à fonctionner, du point de vue de sa direction et de son personnel, et d'autre part une forme de pragmatisme — nombreuses sont les personnes reprises malgré leur présence dans le fichier — traduisant bien l'embarras d'une institution qui ne peut fournir d'alternative.

Claude Moro



# «Le mouvement climatique doit s'assurer que ses orientations politiques sont compatibles avec les intérêts de la classe ouvrière»

Nous publions des extraits d'un entretien avec **Andreas Malm**, militant écosocialiste et auteur de plusieurs ouvrages dont «Comment saboter un pipe-line» et «la Chauve-souris et le capital». Cet entretien a été réalisé par nos camarades de la Gauche anticapitaliste belge et est disponible en version intégrale sur [gaucheanticapitaliste.org](http://gaucheanticapitaliste.org).

**En tant que militantEs de la gauche politique dans le mouvement pour le climat, on se sent parfois bloqués par ce qui peut être vu comme un manque de perspectives stratégiques dans le mouvement. Comment radicaliser le mouvement pour le climat, et pourquoi le mouvement a-t-il besoin de débats stratégiques selon toi ?**

Les efforts visant à radicaliser le mouvement pour le climat et à le faire croître peuvent prendre des formes différentes selon les circonstances. Une façon de faire est d'essayer d'organiser ces actions de masse du type Ende Gelände<sup>1</sup>, et je pense que c'est sans doute la chose la plus utile que nous puissions faire. Mais bien sûr, il y a aussi parfois des occasions de travailler au sein de mouvements comme les grèves pour le climat (Fridays for Future) ou Extinction Rebellion, et d'essayer de les radicaliser, ainsi que de les aider à éviter de faire des erreurs tactiques et d'avoir un discours apolitique. Dans certains endroits, je pense que cette stratégie peut être couronnée de succès. Bien sûr, on peut aussi envisager de former de nouveaux groupes militants qui pourraient être initialement assez petits, mais plus radicaux en termes de tactique et d'analyse, et qui pourraient en quelque sorte entraîner les autres, ou avoir un effet d'«aile radicale». Cela dépend vraiment de l'état du mouvement à l'endroit où l'on vit et, évidemment, le mouvement a des hauts et des bas (avec beaucoup de bas récemment depuis le début de la pandémie, mais on espère qu'il reprendra de plus belle). Enfin, il est évidemment extrêmement important d'avoir nos propres organisations politiques, qui agissent en quelque sorte comme des véhicules assurant la continuité et permettant d'accumuler des expériences, de les partager et d'échanger des idées. Nos propres organisations peuvent également servir de plateformes pour prendre des initiatives au sein de mouvements ou de concert avec des mouvements.

**Tu as beaucoup développé l'idée de bloquer les infrastructures et les entreprises fossiles les plus destructrices ; comment conçois-tu ceci en lien avec les travailleurEs — non seulement dans ces secteurs mais aussi plus largement — et le mouvement ouvrier tel que tu le connais ?**

Le mouvement qui a émergé en 2019 a été largement défini non pas sur des questions de classe, de racialisation ou de genre, mais plutôt sur la question de l'âge. Il s'agissait principalement d'un phénomène touchant la jeunesse — avec les grèves scolaires pour le climat en particulier — et il y a une logique à cela, car la crise climatique a un aspect temporel très distinct : ce sont les jeunes qui devront y faire face pour le reste de leur vie, tandis que les personnes âgées ont peut-être bénéficié de l'économie fossile et n'en verront pas autant les dégâts. Je pense qu'il faut théoriser et, dans une certaine mesure, accepter et comprendre que la question de l'âge sera significative dans les mobilisations à venir

contre le changement climatique. Je pense que Matt Huber<sup>2</sup> et d'autres qui défendent des idées similaires aux siennes ont raison dans la mesure où le mouvement climatique a besoin d'une alliance avec la classe ouvrière et avec des segments du mouvement ouvrier organisé pour rassembler une force suffisante pour renverser la situation. Le mouvement climatique doit s'assurer que ses orientations politiques sont compatibles avec les intérêts de la classe ouvrière et peuvent converger avec ces intérêts. Mais c'est autre chose que de mettre tous ses œufs dans le panier d'un tournant industriel ou d'une prolétarisation du mouvement pour le climat, ce qui, à mon avis, serait une impasse stratégique.

Mais nous ne devons absolument pas renoncer à l'idée que le type de transition que nous souhaitons doit garantir que les travailleurs des secteurs qui doivent être complètement démantelés obtiennent des emplois équivalents ou meilleurs, de préférence là où ils et elles vivent afin qu'ils et elles n'aient pas à déménager. Cela devrait être un élément clé de la transition. Mais à terme, on ne peut pas attendre des travailleurs de l'industrie des combustibles fossiles qu'ils et elles prennent l'initiative de fermer cette branche — une approche marxiste de base nous enseigne que leur intérêt de classe immédiat est bien sûr de conserver leur emploi. L'initiative de fermer ce secteur doit donc venir de l'extérieur et le blocage en est une manifestation : nous venons de l'extérieur et nous voulons fermer ce secteur parce que c'est nécessaire. Mais on ne veut pas faire de ces travailleurs nos ennemis et on ne veut pas les considérer comme tels — on a intérêt à leur dire que, malheureusement, ils et elles sont employés dans un secteur qui doit être fermé, mais que nous exigeons que la transition garantisse qu'ils et elles obtiennent des emplois équivalents ou meilleurs là où ils et elles vivent.



**Il existe un récit fréquemment mis en avant par les entreprises et les gouvernements selon lequel il relève essentiellement de la responsabilité des individus de résoudre le désastre écologique, mais il y a aussi parfois une pression dans les cercles militants pour vivre et agir différemment, et peut-être même parfois pour prétendument résoudre cette question par des petits changements à l'échelle de l'individu ou de la communauté. Quelle est ton impression à ce sujet ?**

C'est une question qui revient sans cesse et avec laquelle nous nous débattons tout le temps. De manière générale, je pense qu'il est important de souligner que les changements de mode de vie individuels ne seront jamais la solution et que ce que l'on peut faire en tant qu'individu a un effet extrêmement limité. Croire que moi, en tant que consommateur, je peux changer les choses en faisant des achats différents, c'est capituler devant un discours bourgeois sur la société qui est fondamentalement erroné. Tout d'abord, en tant que consommateur, on a un pouvoir de changement extrêmement limité.

Et le fait que l'on agisse en tant que consommateur est fondamentalement inégalitaire dans le sens où c'est le consommateur le plus riche qui a le plus d'influence : on ne va pas baser notre orientation politique sur notre propre richesse. Un consommateur de la classe ouvrière peut ne pas être en capacité — ou ne pas avoir le temps — d'acheter l'alternative plus chère et la plus écologiquement durable. Bill McKibben<sup>3</sup> a été invité dans mon université un jour et on lui a demandé «Quelle est la chose la plus importante que je puisse faire en tant qu'individu ?», ce à quoi il a répondu «Arrêtez d'être un individu, rejoignez les autres et faites des choses ensemble, c'est la seule façon de changer les choses», et c'est vrai. D'un autre côté, ce serait commettre l'erreur inverse que de penser que ce que l'on fait en tant qu'individu n'a aucune importance. Ce n'est pas ici une question d'impact mais de crédibilité : si nous prôtons un communisme de guerre écologique ou une transformation totale de la société, il serait hypocrite de ma part ou de celle de quiconque plaçant dans ce sens de ne faire aucun changement dans son propre style de vie et de se permettre de prendre l'avion à la moindre occasion ou de manger de la viande sans compter, par exemple. Dire que ce que je fais en tant qu'individu n'a pas d'importance et que je peux faire ce que je veux, mais que dans le même temps je suis pour un changement total de société n'est pas une façon de se rendre crédible. Il faut mettre en pratique au moins un tout petit peu ce que l'on prêche.

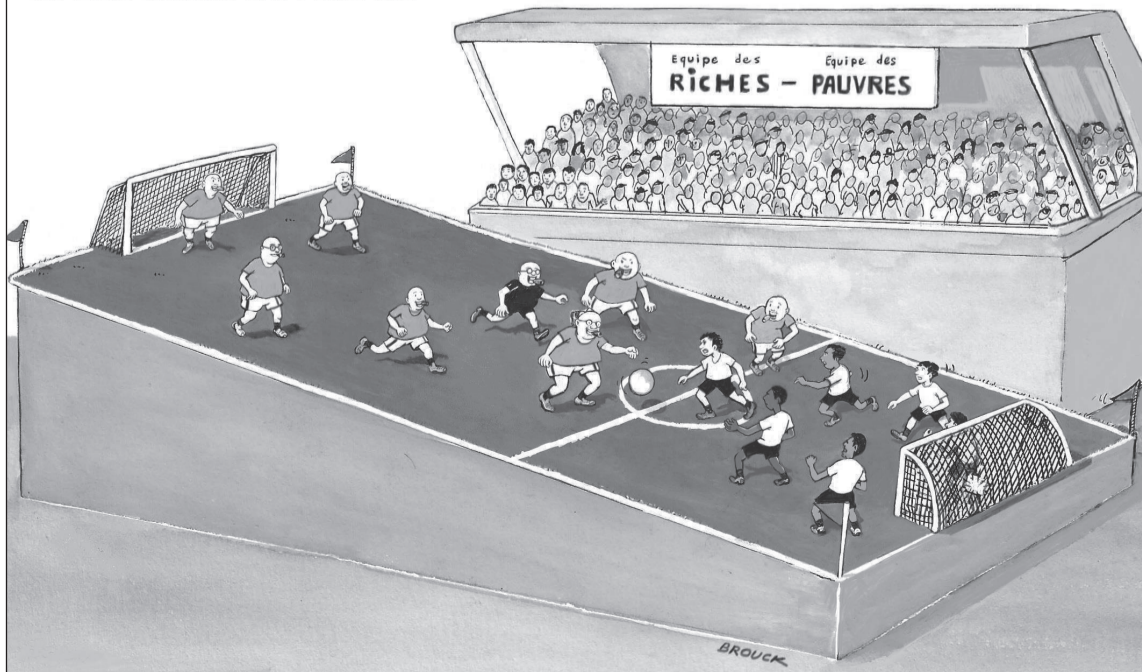
1 – Collectif écologiste allemand fondé par des personnes provenant de mouvements anti-nucléaires et contre l'exploitation du charbon, qui prône «la désobéissance civile comme puissant signal pour une réelle action afin de faire passer le climat avant le profit».

2 – Géographe étatsunien, auteur entre autres de *Climate Change as Class War: Building Socialism on a Warming Planet*.

3 – Journaliste et militant écologiste étatsunien.

## L'image de la semaine

LE FOOT FÉDÈRE LES PEUPLES !



## Vu ailleurs

**UN PROCÈS CONTRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION.** Chez Télérama, Samuel Gontier a des collègues payés à «regarder des séries». Son travail à lui est plus éprouvant. Chroniqueur télé, il s'inflige le pire du petit écran, du 20 heures de TF1 aux bavardages fascisants des plateaux de CNews. Reportages biaisés, déférence envers le pouvoir, propagande néolibérale, hostilité obsessionnelle aux grévistes, aux chômeurs, à l'islam et à l'immigration : dans la France de l'ère Macron, la désinformation télévisuelle bat son plein. Avec un style plein d'humour et d'ironie piquante, Samuel Gontier en rend compte dans ses articles, publiés depuis une quinzaine d'années par Télérama (et occasionnellement, par CQFD).

Mais ce qui l'amène à comparaître ce 17 octobre devant la chambre des délits de presse du tribunal de Paris, c'est un simple tweet : «Depuis l'arrivée de Marc-Olivier Fogiel à sa tête, la ligne éditoriale de BFM TV s'affermi : racisme, xénophobie et islamophobie à tous les étages. Et libre antenne à Luc Besson, accusé de viol.» Ni la chaîne ni l'animateur n'ont apprécié. Ils ont porté plainte en diffamation.

Le 9 octobre 2019, quand Samuel Gontier poste ce message sur le réseau social Twitter, c'est pour faire la réclamation d'un de ses articles, tout juste mis en ligne sur le site de Télérama. [...]

Le constat est clair : à l'instar de ses consœurs CNews et LCI, BFM est passée maîtresse dans l'art de dérouler le tapis rouge aux idées réactionnaires. Et Samuel Gontier en fait la démonstration à travers une myriade d'exemples parlants. C'est probablement pour ça que, dans leur plainte, la chaîne et son directeur n'ont pas attaqué l'article, mais seulement le tweet qui en faisait la promotion. Ils demandent un euro de dommages et intérêts et 2500 euros au titre des frais de justice. [...]

Muet pendant les quatre heures d'audience, le procureur ne prononce aucune réquisition, s'en remettant à la décision du tribunal. En défense, M<sup>e</sup> Bigot demande aux juges la relaxe de son client : «Considérer que la ligne éditoriale de BFM s'affermi et qu'on entre dans un champ idéologique qui peut être celui du racisme, de la xénophobie ou de l'islamophobie, c'est la liberté d'opinion absolue de Samuel Gontier. Et je vous demande de dire ça dans votre jugement. Il est essentiel que vous disiez une bonne fois pour toutes que la ligne éditoriale d'un média, quel qu'il soit, on doit pouvoir en discuter librement. Si vous ne dites pas ça, vous allez enfoncer un coup terrible dans la liberté d'expression.» Le jugement sera rendu le 9 décembre.

«BFM fait un procès à l'évidence», Clair Rivière, CQFD, 4 novembre 2022.

## L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

**s'abonner par chèque**, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 € <input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 € <input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 € <input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 € <input type="checkbox"/> 1 an 90 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €	

**ÉTRANGER**  
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org)

**s'abonner par prélèvement automatique**, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Mensuel	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre	

**Tarif jeunes/chômeurs/précaires**

Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
Mensuel			
Hebdo + Mensuel			

**Titulaire du compte à débiter**  
Nom : ..... Prénom : .....  
Adresse : .....  
Code postal : ..... Ville : .....  
Mail : .....

**Désignation du compte à débiter**  
IBAN : .....  
BIC : .....

**Mandat de prélèvement SEPA**  
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.  
Numéro ICS : FR43ZZZ554755  
Date : ..... Signature obligatoire : .....